lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE - PARAIT LE MARDI - N° 84 - SEMAINE DU 8 au 14 AVRIL 1970 - PRIX : 2 F

Les travailleurs immigrés

partie intégrante de la classe ouvrière française

courrier des lecteurs

Administration policière

Etant lecteur assidu de « L.O. », je vous envoie cette lettre pour vous narrer une petite aventure qui m'est arrivée avec les services administratifs de la police.

Il y a quelques jours, égarant mon portefeuille contenant la totalité de mes papiers d'identité et par le fait me trouvant dans une situation irrégulière, j'allais en déclarer la perte au commissariat de mon arrondissement.

Là, un fonctionnaire me fit remplir une fiche sur laquelle je mentionnais le contenu de mon portefeuille, puis avec une désinvolture alarmante me dit : « Revenez dans huit jours, on verra alors ».

Plus qu'étonné par cette indication qui n'était pas du genre de celles que j'attendais, je demandais :

« Mais ne pouvez-vous pas me fournir une pièce justificative prouvant que j'en ai bien déclaré la perte ». Il me fut répondu par un refus catégorique. Comme je m'indignais en disant qu'il était inadmissible que l'on laisse des gens dans des conditions pareilles, il me fût rédondu :

« Si vous faisiez un peu plus attention ! Cinquante personnes perdent leurs papiers par jour, nous n'avons pas que cela à faire ! De toute façon, si vous êtes contrôlé, vous ne vous exposez qu'à une vérification d'identité ».

Ceci est explicite lorsque l'on sait comment ces dernières se déroulent.

Je suis donc revenu huit jours après. Le même personnage toujours aussi aimable, consentit tout de même à me délivrer un « récépissé de déclaration » me signifiant bien sûr que ce document n'était absolument pas valable en fait de pièce d'identité et ne pouvait en aucun cas être pris en considération si j'étais victime d'un contrôle.

De qui se moque-t-on ?

On me laisse huit jours sans aucune pièce, puis on m'en donne une qui n'est pas valable, comme preuve de mon nom et de mon adresse, surtout que les deux sont facilement vérifiables : le fichier de ma carte à la préfecture, donc un simple coup de téléphone et une visite à mon domicile ce qui ne pose pas de problème pour un commissariat de quartier. N'y a-t-il pas de l'abus ? et l'histoire n'est pas finie. Ayant appris que mes papiers avaient été retrouvés et déposés dans un commissariat de banlieue, je m'y suis rendu ayant une convocation pour récupérer mon bien.

Là ! stupéfaction ! Aucune trace de mon portefeuille ni de sa réception, alors que la personne qui l'a retrouvé, et apporté possède non pas un, mais deux récépissés de dépôt d'objets trouvés, l'un fourni lors du rapport au poste de police, l'autre envoyé par la poste pour confirmation.

J'ai enfin retrouvé mon portefeuille dans un autre service parisien de la préfecture de police, j'ai pu le récupérer en payant trois francs pour le dépôt de l'objet, quinze jours exactement après que le premier poste de police l'ait eu entre ses mains.

Cette histoire souligne bien l'incapacité totale de l'administration policière quand elle agit soi-disant « pour le bien des gens », son bureaucratisme incapable et le mépris de ses « agents fonctionnaires » envers ceux qui s'adressent à ses services.

Il est vrai que pour les matraquages, elle se rattrape en y mettant beaucoup plus de bonne volonté... et qu'elle n'égare jamais ses matraques.

A.J. Paris 15e

A propos des transports en commun parisiens

Chers camarades,

J'ai attentivement suivi votre campagne sur les transports en commun, et j'ai participé à différentes actions entreprises sur votre initiative. Je tiens à vous signaler quelques faits particulièrement scandaleux ; nous n'avons hélas que l'embarras du choix, car il suffit de regarder autour de soi pour voir comment à la fatigue de la journée de travail souvent harassante, s'ajoutent pour les travailleurs des conditions de transports qui illustrent l'imbécillité et l'anarchie du système capitaliste ; ces quelques exemples montrent, si besoin était, l'aspect grotesque (mais s'il n'y avait que cela !) et combien délirant du système que la bourgeoisie nous impose, et qui se traduit par des pertes de temps et un gaspillage effroyable en énergie et en santé.

Voici donc des exemples pris pami d'autres :

Pour se rendre de Boussainville à l'usine Ford qui se trouve à Rueil, un travailleur connu passe trois heures par jour en transports.

Il lui faut :

a) prendre le car de chez lui jusqu'à la gare de Boussainville.

b) arrivé à Paris, prendre le métro jusqu'à la gare St-Lazare ;

c) reprendre le train jusqu'à Rueil ;

d) reprendre le car de la boîte, et si celui-ci est loupé — ce qui arrive souvent, à cause d'un retard quelconque de métro ou ailleurs — il lui faut alors prendre le car d'une compagnie privée jusqu'au centre de Rueil et de là, reprendre le bus qui ne passe que toutes les dix minuts.

Ce qui occasionne des pertes de temps et de salaire car ce travailleur est souvent contraint de prendre un taxi.

Le soir à la boîte, c'est la course folle, et chacun à qui mieux mieux, essaye de trouver un collègue. compatissant qui voudra bien le ramener dans sa voiture.

Autre exemple :

De Nanterre à Rueil, la distance est de quatre kilomètres à pied.

Or, il faut une demi-heure pour se rendre à l'entreprise si l'on veut utiliser les moyens de transports en commun, car le trajet est couvert par deux bus, qui mettent huit minutes, malheureusement on perd... 22 minutes à les attendre, beaucoup préfèrent faire le trajet à pied, ce qui est pénible en hiver car le trottoir n'est pas bitumé.

Pour ceux qui habitent à Rueil, ils doivent se « taper » deux kilomètres à pied jusqu'à l'entreprise.

Que fait donc la direction pour remédier à cet état de chose ?

La section syndicale C.G.T., très combative, avait, dans son cahier, mis en avant la revendication suivante :

« Prise en charge par la maison, des frais de transports du personnel. »

Après entrevue avec la direction, la section C.G.T. a reçu une fin de non recevoir et s'est vu notifier, officiellement : « la forme même de la question empêchait la direction de l'envisager sérieusement ».

Remarquons que la campagne sur les transports a reçu un accueil très favorable dans l'entreprise car de nombreux travailleurs approuvent sans exclusive toutes les initiatives prises dans ce sens.

Tels sont, camarades, quelques faits.

Salutations communistes.

T. Paris-4e

Les jeunes et les révolutionnaires

Monsieur,

Que Roger, travailleur chez Peugeot à Dijon n'admette pas qu'un militant doive rouler en 2 CV plutôt qu'en D.S., quoi d'étonnant ! (1)

Notre éducation se fait à l'usine plus qu'à l'école. Et le syndicat a pour tâche de faire valoir nos droits au progrès, à la technique, dont nous sommes les créateurs.

Si cela vous fait rire qu'un ouvrier ne comprenne pas d'emblée la différence entre un syndicat et une organisation révolutionnaire, nous, cela nous attriste de constater que ceux qui nous guident soient incapables d'adapter leurs méthodes d'éducation à la mentalité des jeunes travailleurs.

Car la conclusion qui s'impose, c'est qu'il n'y a pas eu entre Roger et vous de véritable dialogue en tenant compte du fait que les chances de découvrir ce qui est juste et vrai n'étaient pas équitablement partagées.

Salutations communistes.
Une mère d'ouvrier.

Mme T., 63-Montferrand

(1) Voir notre numéro 80 page 23.

Le pire tour que l'on pouvait jouer à Roger c'était bien à notre avis de publier sa lettre. Mais cela c'est Jeune Révolutionnaire *lui-même, l'organe de l'AJS, qui se l'est permis. Nous n'avons fait que le citer.*

Et ce faisant ce n'est certainement pas Roger lui-même que nous voulions clouer au pilori. Sa lettre est bêtête et ridicule. C'est tout. Il n'y a rien d'autre à en dire. Et nous n'avons nullement envie d'en rajouter.

Ce qui nous paraît infiniment plus grave par contre c'est qu'une organisation politique révolutionnaire s'en serve dans le seul espoir de marquer un point sur une autre tendance.

Car justement, à notre avis, le rôle d'une organisation politique, même et surtout quand elle se veut une organisation de jeunesse, est justement d'éduquer — même si cela présente bien des difficultés — ceux qui viennent à elle, d'en faire des militants conscients, non de flatter les ridicules, les préjugés ou les tares dont la société actuelle les a dotés.

La démagogie peut, peut-être, servir dans l'immédiat le recrutement. Elle va certainement à longue échéance à l'encontre des intérêts et du mouvement socialiste et du mouvement ouvrier.

lutte ouvrière

Hebdomadaire - Paraît le mardi

Prix : 2 F

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composé par : Graphiques Gambon
Imprimé par : Roto technic Offset
Distribué par les NMPP.

Adressez toute correspondance au nom de Michel Rodinson, Initiative Socialiste, 54, rue Monsieur-le-Prince, 75 - Paris-6e.

Nota : cette adresse n'est pas une permanence, écrire seulement.

Tarifs des abonnements :

ordinaires :	6 mois :	30 F
	1 an :	50 F
sous pli fermé :	6 mois :	70 F
	1 an :	130 F

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10.

Editorial

week-end

CETTE année encore, bon nombre de travailleurs auront payé de leur vie, ou d'une infirmité, sur les routes, les quelques heures de liberté que la société que l'on a osé baptiser, par humour noir, société des loisirs, leur avait chichement concédées.

A chaque week-end un peu long, à chaque « pont », à chaque départ en vacances, on revoit s'aggravant d'une année sur l'autre, la même situation : des embouteillages aux portes de la capitale, des bouchons s'étendant sur des kilomètres au passage des nombreuses villes de provinces et, surtout, des dizaines de morts et des milliers de blessés.

Alors, pour essayer de parer au plus pressé le gouvernement veut éviter les accidents en limitant la vitesse et diminuer les encombrements en interdisant de circuler, lors des grandes migrations, à certaines catégories d'usagers. C'est évidemment plus facile que de construire des autoroutes. Et, dans cette voie, il n'y a pas de limite... budgétaire. Peut-être demain, verrons-nous les interdictions s'étendre à la moitié des usagers, à tour de rôle, un jour les numéros pairs, le lendemain les numéros impairs, et ainsi de suite.

Bien sûr, dira-t-on, tout cela n'est pas spécialement la faute du gouvernement : il pourrait faire plus de routes, plus d'autoroutes, qu'il y aurait toujours plus de voitures à les utiliser.

Oui, c'est probablement vrai. Mais cette situation n'est pas venue de rien.

Cette soif d'évasion qui fait se précipiter hors des villes, pare-choc contre pare-choc, des centaines de milliers, voire des millions d'automobilistes, elle n'est pas due à une sorte de folie collective.

Elle a des causes sociales... et économiques, et là, la responsabilité de l'Etat est engagée, car il veille à maintenir un ordre économique dont la conséquence est, entre autres, cette situation démentielle.

En 1936, il y a un tiers de siècle, on considérait que les travailleurs pouvaient ne faire que 40 heures de travail et prendre deux semaines de vacances sans que l'économie en souffre. Aujourd'hui, alors que la technique a fait des progrès énormes et que la productivité, c'est-à-dire la production par travailleur, a décuplé, sinon centuplé dans certains domaines, malgré les quatre semaines de congés payés, la plupart des travailleurs font plus d'heures dans l'année qu'il y a 34 ans. A cela s'est ajouté le fait que la productivité en augmentation, s'est accompagnée dans la quasi-totalité des fonctions, du manœuvre au cadre, d'une intensification du travail devenu encore plus éprouvant physiquement et moralement ; et, parallèlement, le temps de transport quotidien en augmentation constante dans des conditions qui vont en empirant, ajoute une ou plusieurs heures de fatigue aussi éprouvantes que le travail lui-même. Et enfin, la pollution des grandes villes ajoute l'intoxication à la fatigue.

Ce sont toutes ces causes qui font, qu'aux rares périodes où cela est possible, des milliers de travailleurs cherchent à s'échapper des villes pour aller vers le soleil, la neige, la verdure et plus simplement vers l'air et la liberté.

C'est pour cela, qu'aux rares périodes où cela est possible, les trains sont archi-bondés et les routes engorgées.

Et le gouvernement et l'Etat n'y seraient pour rien ?

Il serait plus juste de dire que l'Etat n'y peut rien, parce que remédier à cette situation nécessiterait qu'il s'en prenne aux intérêts qu'il a justement pour fonction de défendre.

Aucun moyen technique ne permettra à la moitié et, pourquoi pas, à la totalité de la population française, de prendre la route en même temps, aux mêmes heures. Dans cette voie, il n'y a pas de solution.

Alors l'étalement des vacances ? Cela pourrait étaler l'engorgement des routes. Mais cette solution est inique car elle ne peut que défavoriser ceux qui ont besoin de soleil, de longues journées de liberté ou plus simplement prendre leurs vacances en famille, même si le père travaille chez Renault, la mère chez Citroën et la fille au Crédit Lyonnais.

La seule solution serait une vie plus humaine pour tous. Une semaine de travail plus courte, laissant plus de temps pour vivre, s'instruire et se créer des goûts qui ne soient pas ceux que la publicité (des voitures, du ski ou des résidences secondaires) nous impose. Une semaine de travail qui ne nous fasse pas nous précipiter sur quelques heures de liberté comme une meute de chiens affamés sur un lambeau de viande. La solution serait aussi des congés plus nombreux et plus fréquents dans l'année - la technique le permet - qui permettent à la fois l'étalement et le libre choix de chacun. Par exemple à l'heure actuelle l'industrie française pourrait, sans en souffrir, accorder une semaine de congés payés en moyenne par mois à chacun des salariés.

Impossible ? Utopique ? Pas plus que les 40 heures en 1936 !

Mais cela ne ferait pas l'affaire du patronat, et l'Etat n'a donc pas pour rôle de songer à ces solutions-là.

Ce sont pourtant les seules. Et si le socialisme est bien la plus urgente des nécessités de notre époque, c'est en grande partie parce que, seul, il permettra - en débarrassant la société des parasites qui l'étouffent et l'asphyxient - de résoudre, avec d'autres, ces problèmes vitaux.

l'Etat, le rail et la route

POUR désencombrer les routes, le gouvernement a voulu en écarter les « routiers ». Mal lui en a pris, nous l'avons tous vu.

Mais s'il y a tant de poids lourds aujourd'hui sur un réseau routier de plus en plus insuffisant, la responsabilité en incombe en tout premier lieu à l'Etat.

En effet, ce n'est pas d'hier que le problème des transports se pose avec acuité en France.

Bien avant la dernière guerre, déjà, les chemins de fer n'étaient pas rentables et c'est en 1937 que le gouvernement les nationalisa pour assurer le maintien — même déficitaire — d'un service public que les capitaux privés n'étaient pas en mesure d'assurer (plus exactement, ils n'y avaient plus intérêt).

Sans transports — de voyageurs, mais surtout de marchandises — l'économie capitaliste ne pourrait plus fonctionner. Le rôle de l'Etat était de permettre ce fonctionnement : il puisa donc dans la poche des contribuables — la nationalisation, c'est souvent cela — pour faire fonctionner la Société Nationale des Chemins de Fer. Mais la bourgeoisie française n'est plus l'une des premières du monde et l'Etat a hérité de nombreux secteurs à soutenir de cette façon (EDF, GDF, par exemple) ou sous la forme de subventions diverses, et la SNCF en souffrit au cours des années.

La SNCF suit de plus en plus mal des besoins en constante augmentation, et parfois régresse. Ou supprime des postes et parfois même des lignes.

Résultat, l'initiative individuelle dû pallier le manque d'équipements collectifs. La voiture se popularisa comme mode de transport individuel... et le camion pour les marchandises.

Résultat : en 1958, la part du trafic routier dans le trafic total marchandises était de 27 %, et celle du trafic ferroviaire de 62,1 %. En 1968, elle était montée à 37,1 %, et celle du trafic ferroviaire était tombée à 43,2 %

L'Etat s'est refusé à faire les investissements à long terme qui auraient permis un développement et une meilleure utilisation de la SNCF. Il a décidé de la « rentabiliser » en supprimant des lignes, en diminuant les services.

Il n'est pas étonnant que les transports routiers se soient développés pour pallier ces carences.

Laisser aux transports routiers le soin d'acheminer une quantité croissante de marchandises épargnait à l'Etat des dépenses importantes, dans l'immédiat.

Un acheminement rationnel des marchandises exigeait des investissements dans les transports collectifs. Le problème a été esquivé il y a une quinzaine d'années, en favorisant le développement des transports routiers pour ne pas améliorer les services SNCF. Maintenant, le problème ne fait que réapparaître, au niveau des transports routiers cette fois.

Le gouvernement a toujours mené la politique du moindre effort financier, et de l'imprévoyance. Aujourd'hui, il a à faire face à une situation inextricable dont les usagers et les contribuables sont les victimes.

Sommaire

EN FRANCE

● **Répression, atteintes aux libertés**
Page 4
— Soutien aux réfugiés basques.
Page 10
— La police parisienne contre les vendeurs de journaux gauchistes : au métro Pont-Neuf, place des Fêtes, etc.
Page 11
— Les dirigeants du P.C.F. cautionnent la politique de répression.
— Le gouvernement veut faire disparaître l'extrême-gauche.

● **Le 58e Congrès de l'UNEF**
Page 5

● **Vers leur nouvelle société**
Page 5
— Le préfet de la Loire-Atlantique et les grévistes de la faim de Sud-Aviation.
Page 15
— Impôts sur les salaires et sur le capital.
— La dernière de Baumel.

● **Les travailleurs immigrés, partie intégrante de la classe ouvrière française**
Pages 12 et 13

● **Conditions de travail**
Page 16
— Accident mortel aux chantiers de l'Atlantique.
— Le bénévolat à l'Assistance publique.

● **Face à la direction**
Page 17
— A Intertechnique (Plaisir).
— A la SNIAS (Courbevoie), etc.

● **Le scandale du logement**
Page 18

● **Chez Peugeot**
Page 24
— La mensualisation.
— Les élections de délégués du personnel.

DANS LE MONDE

● **Répression, atteinte aux libertés**
Page 6
— Pérou : une lettre de Hugo Blanco.
Page 7
— Parodie de justice à Athènes.
— Provocation policière contre les anarchistes en Italie.

● **Stalinisme et antisémitisme en URSS**
Page 6

● **En Allemagne**
Page 8
— La rencontre d'Erfurt.
— L'autodissolution du SDS.

● **Asie**
Page 9
— L'avenir incertain du Cambodge.
— Le détournement du Boeing japonais.

DIVERS

● **Revue de la presse d'extrême-gauche**
Page 14

● **Feuilleton**
Pages 19 et 20
— Les Bouts de Bois de Dieu.

● **Pour sourire un peu**
Pages 21 et 22

● **Critique**
Page 23
— Cinéma : Solo de Jean-Pierre Mocky.

LUTTE OUVRIÈRE

« LUTTE OUVRIERE » n'est pas l'organe d'un parti ou d'une organisation. Elle ne peut compter que sur le soutien, moral et financier, de ses lecteurs.

« LUTTE OUVRIERE » espère trouver un appui chaleureux et efficace parmi tous ceux, militants syndicaux et politiques, ouvriers, étudiants ou enseignants, qui vécurent en mai le grand espoir de temps nouveaux et qui souhaitèrent que Mai 68 féconde et regénère le mouvement ouvrier français.

Nous demandons à tous ceux-là, non seulement de lire « LUTTE OUVRIERE » et d'en répandre les idées, mais de la faire lire, de la vendre dans leur entreprise ou leur quartier, de la soutenir financièrement et surtout, de l'informer.

Grève de la faim des nationalistes basques dans la cathédrale de Bayonne. Pour eux, il n'y a de liberté d'aucun côté de la frontière. (Photo A.F.P.)

soutien aux réfugiés basques !

DEPUIS le 23 mars, dix réfugiés basques espagnols font la grève de la faim pour protester contre la mesure d'éloignement qui frappe leur compatriote ECHEVE, et pour une libéralisation de leur statut.

Quatre sont toujours dans la cathédrale de Bayonne, les autres ont été transportés à l'hôpital.

Pendant le même temps, Juan Echevé, dirigeant de l'ETA, poursuit également une grève de la faim à l'Hôpital de Pau. Que veut-il ? Lui aussi, résider librement au pays basque français. Après la torture et les prisons de Franco, le gouvernement français ne lui a pas fait de cadeau. Assigné en résidence en Haute-Saône, il en est à sa quatrième condamnation par les tribunaux français, parce qu'il s'obstinait à revenir vivre au pays basque. Aujourd'hui, ces hommes pourtant beaucoup plus habitués à se battre qu'à se laisser mourir, en sont réduits, par désespoir, à la grève de la faim.

Au delà des droits politiques, c'est le simple droit d'asile qui est remis en cause par le gouvernement français. Pour des hommes qui ne parlent que l'espagnol et le basque, les assigner à résidence en Haute-Saône ou en Auvergne, c'est les empêcher de reprendre une vie normale.

Le droit d'asilé devient une caricature, tragique pour celui qui croyait pouvoir en bénéficier.

Le cas des réfugiés basques n'est pas un cas isolé. Après mai 68, plusieurs réfugiés ont été assignés à résidence, certains même expulsés vers le pays qu'ils avaient fui, et tout cela pour avoir transgressé, c'est du moins ce dont on les accusait, l'ignominieuse interdiction de ne pas s'occuper de politique.

De fait, le droit d'asile est ouvertement et cyniquement bafoué. Ce droit fait partie des plus élémentaires droits démocratiques. Le fait que l'on s'y attaque, est le signe de la mainmise croissante de la matraque sur la vie publique, et de la disparition progressive du peu de libertés laissées aux exploités et aux opprimés de toutes sortes par le régime.

Dominique Léger

A PROPOS DE LA GRÈVE DE LA FAIM A LA S.N.I.A.S. (Sud-Aviation) DE NANTES

un préfet dont l'humanitarisme est anti-ouvrier

NON, tous les préfets ne sont pas des machines au cœur sec uniquement préoccupés du maintien de l'ordre, des brutes dont le seul souci serait leur carrière administrative. Il en est au moins un qui a des réactions humaines, qui se préoccupe même plus particulièrement du sort de la classe ouvrière, qui ne supporte pas que la vie d'un travailleur puisse être en danger.

Pour servir son idéal, M. Vié, préfet de la Loire Atlantique, puisque c'est de lui qu'il s'agit, n'hésite pas à faire donner sa police. Ce qui constitue aussi un bel exemple de reconversion, dont il faut bien le dire, nous n'aurions pas cru capable un corps qui nous avait plutôt, jusque-là, semblé destiner à s'attaquer aux travailleurs (et même à faire des morts parmi les grévistes comme à Nantes en 1955) qu'à les protéger.

Certes, cette reconversion est prudente. Puisqu'en l'occurence il s'agissait encore de s'attaquer à des grévistes. Seulement là le prétexte était honorable : M. Vié n'a pas voulu que le martyr des trois militants CFDT de la SNIAS de Bouguenais près de Nantes, qui en étaient à leur vingt-deuxième jour de grève de la faim, continue.

Certains mauvais esprits (de ceux qui passent leur temps à dénigrer police et administration) pourront dire qu'il y avait une manière plus convaincante de prendre part à cette lutte : faire donner, par exemple, la même police mais pour forcer le patron à rétablir la préretraite à 63 ans comme elle l'était depuis plusieurs années ou même à 60 ans comme il l'avait promis en juin 1968. Cela aurait permis d'arrêter aussi cette grève inhumaine et même probablement de sauver la vie puisque c'est cela qui préoccupe M. Vié, non seulement des grévistes mais aussi de certains vieux travailleurs à qui les dernières années à l'usine sont souvent fatales.

Ils pourront souligner également le fait que l'on n'a encore jamais vu le même préfet et la même police intervenir, dans les usines ou sur les chantiers pour forcer les patrons à respecter les consignes de sécurité afin de protéger la vie des travailleurs. Et en Loire Atlantique comme ailleurs il y aurait pourtant fort à faire : dans nos colonnes mêmes, nous avons signalé plusieurs accidents mortels survenus ces dernières semaines aux seuls Chantiers de l'Atlantique à Saint-Nazaire.

Mais enfin il faut avoir le mauvais esprit de militants contestataires pour soutenir que cette intervention soi-disant humanitaire n'était motivée que par la volonté de rétablir l'ordre et qu'encore une fois plutôt que de mettre fin au scandale, il a semblé plus commode de s'attaquer à ceux qui le dénonçaient. CGT et FO de Loire Atlantique ne s'y sont pas trompées, elles, qui ont refusé de s'associer à la grève et à la manifestation organisées par la CFDT pour protester contre l'intervention policière.

Car la grève de la faim — CGT et FO le disent et c'est vrai — n'est certainement pas le moyen adéquat pour faire céder le patron. L'intervention de la police suffirait d'ailleurs à le prouver. La CFDT n'a plus eu alors d'autres moyens que d'appeler l'ensemble des travailleurs à faire grève et à manifester. C'est-à-dire qu'on en est revenu au vieux problème : celui de la mobilisation de tous les travailleurs qui seule peut effectivement être une arme efficace.

Aucun doute c'est bien « l'action de masse » qui convient et non le geste exemplaire de quelques militants dévoués. Mais ceux qui se servent de cette constatation pour refuser d'affirmer leur solidarité face à l'intervention policière nous convaincraient davantage de leur bonne foi... s'ils mettaient leurs actes en accord avec leurs paroles et non seulement parlaient, mais organisaient enfin cette fameuse «action de masse».

J. M.

le 58e congrès de l'U.N.E.F.

Quand chaque tendance tourne le dos aux autres... (Photo A.F.P.)

LE spectacle offert par le cinquante-huitième congrès de l'UNEF était désolant à plus d'un titre. Les affrontements à coups de slogans hurlés des diverses tendances dont chacune se désintéressait des opinions de l'autre, le sectarisme outrancier affiché par tous sur les questions les plus nébuleuses, les débats dont les trois-quarts échappaient à l'entendement du profane et pas seulement parce que la voix des orateurs était couverte par les représentants de la tendance adverse ; tout cela n'était pas de nature à susciter la meilleure opinion possible ni de l'UNEF, ni des tendances qui se combattaient dans ce champ clos.

Laissons de côté ceux qui ricanent ou s'indignent de ce spectacle au nom d'un « véritable syndicalisme étudiant », strictement professionnel et non politique.

Le milieu étudiant est trop instable et par définition transitoire pour qu'un syndicat puisse se développer et devenir puissant sur des revendications purement « professionnelles ».

Dans le passé, l'UNEF n'a jamais joué de rôle important que par ses prises de positions politiques. Il en avait été ainsi pendant la guerre d'Algérie. Il en fut ainsi plus récemment en mai 1968.

Et à ces deux occasions, en particulier à la dernière, le choix de l'UNEF d'intervenir sur le terrain politique n'a pas été pour elle un facteur de division, bien au contraire. L'UNEF n'a jamais eu autant d'autorité dans le milieu étudiant — et dans une large mesure en dehors — qu'en ces jours de Mai où en fait, elle assumait la direction et la responsabilité de toutes les luttes étudiantes.

A cette époque-là, le mouvement étudiant tout en se retrouvant dans les idées des groupes « gauchistes » avait balayé leurs querelles sectaires, ou plus exactement les avait remises à leur place. Et l'UNEF a joui d'une représentativité que personne ne pouvait contester précisément parce qu'elle apparaissait «gauchiste», tout en étant au dessus des querelles de groupes.

Il eût été possible, même avec le reflux du mouvement de masse des étudiants, d'éviter que l'UNEF devienne le champ clos d'une petite guerre entre tendances. Mais pour que cela fût possible, il eût fallu un comportement différent, un plus grand sens des responsabilités de la part des tendances « gauchistes ».

Il eût fallu qu'elles placent les intérêts réels de l'ensemble du mouvement révolutionnaire au dessus des intérêts supposés de leurs propres boutiques.

Mais là le problème dépasse largement le cadre de l'UNEF. Car se complaire dans l'auto-excitation, faire de l'attaque, voire de la calomnie de la tendance voisine un haut fait d'arme révolutionnaire se montrer incapable de peser ses paroles et ses actes en fonction de ce que peuvent en penser les travailleurs, sont autant d'attitudes qui reflètent une attitude générale, une irresponsabilité générale. En ce sens le plus désolant dans le spectacle du microcosme d'Orléans, c'est qu'il était bien représentatif du milieu gauchiste pris dans son ensemble.

Après le congrès d'Orléans, l'UNEF reste « gauchiste ». On ne peut que s'en réjouir, car l'élimination des « gauchistes » de la direction de cette organisation qui fut en quelque sorte le symbole de mai, eût été aux yeux du public comme un désaveu de mai par les étudiants. Donc, cela eût été une victoire pour la bourgeoisie.

Mais cette victoire elle-même peut se retourner contre les gauchistes. A l'heure actuelle, ces derniers n'ont rien à gagner à voir leurs faiblesses étalées devant un grand public. Le tout est de savoir, si le mouvement gauchiste a l'intention de s'y complaire; ou s'il est capable de changer de comportement.

G. K.

l'armée au musée

AFIN de briser la grève des gardiens de musées nationaux, le gouvernement a envoyé les soldats du contingent jouer les mentors improvisés dans les salles du Musée du Louvre, le dimanche de Pâques. Il s'agissait de sauver le prestige de la France en maintenant ouvertes les portes d'un des musées les plus célèbres du monde.

L'armée au musée : réalité ou mot d'ordre subversif ? (Photo A.F.P.)

Mais en faisant ainsi remplacer les gardiens en grève par les soldats du contingent, le gouvernement, s'il n'a pas perdu la face devant « l'étranger » (!), œuvrait à faire connaître de tous un mouvement qui en d'autres circonstances aurait pu passer inaperçu.

Citant les propos amusés des soldats en faction devant La Joconde, la grande presse, la radio et la télévision nous apprenaient aussi que les gardiens de musée touchent en moyenne 750 F par mois et que leurs revendications sont celles de tous les salariés : augmentation de salaire, amélioration des conditions de travail, etc.

Instructive à tous points de vue donc, la promenade dominicale du contingent dans les galeries du Louvre réalisait de plus une excellente opération publicitaire en faveur des gardiens de musée et de leur mouvement.

Mais au train où vont les choses, l'opération « les soldats au musée » ne risque-t-elle pas de valoir une condamnation au Ministre du Travail pour « injures et atteinte au moral de l'armée » ?

Lucienne PLAIN

DANS LE MONDE

AU PÉROU : avec Hugo Blanco, d'autres révolutionnaires et syndicalistes maintenus en prison par la junte, soi-disant progressiste

HUGO BLANCO, leader du F.I.R. (Front de la gauche révolutionnaire) lié à la 4e internationale, purge actuellement une peine de vingt-cinq ans de prison. Il a été arrêté le 31 mai 1963 après un affrontement contre la police venue à l'aide d'un propriétaire foncier.

Dans une lettre du 28 février 1970 (voir les extraits ci-joint), il dénonce les abus commis contre un leader syndicaliste paysan, Vicente Lanado, secrétaire fédéral du syndicat des paysans de Paltaybamba, détenu à la forteresse du Fronton, depuis le 12 janvier 1968.

A cette époque, Lanado fut condamné à deux ans de prison par le gouvernement de Belaunde Terry, chef du parti de droite, *Action populaire*. Et non seulement la junte militaire qui dirige actuellement le Pérou ne l'a pas fait sortir de prison lors de sa venue au pouvoir en 1968, mais elle prolonge volontairement sa détention depuis janvier 1970.

En effet, Vicente Lanado a osé protester publiquement, alors même qu'il était en prison, contre le massacre perpétré, en juin 1969, à Huanda et Ayacucho. La troupe et la police avaient ouvert le feu sur des paysans qui manifestaient. Bilan officiel : 14 morts et des dizaines de blessés. Ce massacre faisait suite à une fusillade contre une manifestation de mineurs et de leurs familles. Il y avait eu vingt morts dont douze femmes.

En maintenant Lanado en prison, tout comme elle y maintient H. Blanco, Gadéa, Gasco, Calle et des centaines d'autres militants de divers mouvements, la junte (qui, pour son « anti-impérialisme U.S. » trouve la caution morale de Fidel Castro) ne fait que prolonger sa politique délibérée contre les paysans pauvres, les étudiants et les travailleurs.

Lettre de Hugo Blanco du 28 février 1970, El Fronton :

« ... le camarade Vicente Lanado a été le secrétaire général du syndicat des paysans de Paltaybamba, syndicat qu'il dirigeait de façon exemplaire. Il a mis fin à l'exploitation des Indiens par le gamonal (1) Sébastien Pancorbo et par sa famille ,qui exerçaient une véritable terreur dans cette zone. Le gamonal s'était fait construire une maison au bord d'une route assez fréquentée. Il y installait une « douane » et tous les gens qui y passaient avaient l'obligation de s'y arrêter, de saluer le patron et de payer les droits du passage... Les paysans étaient obligés de monter à genoux la pente qui menait à la maison du gamonal. Les communautés (2) devaient travailler gratuitement pour l'hacienda. Le gamonal s'appropria de nombreuses plantations de café qui appartenaient aux communautés. Comme il était parlementaire et un bon ami du président, celui-ci lui fit cadeau d'une distillerie d'alcool, que Pancorvo fit transporter « à dos d'Indien » sur de longs chemins de montagne. Le travail dans la distillerie ne lui coûtait rien, tandis que les paysans crevaient de fatigue et de faim. Quand un paysan mourait, le gamonal ordonnait de lui amener tout son bétail sous le prétexte que le défunt lui devait beaucoup d'argent. Les paysans qui mouraient sous ses coups de fouet, furent enterrés dans son potager « pour fertiliser la terre ». Un vacher qui avait fui son oppression, fut rattrappé et amené devant le gamonal. Celui-ci lui fit attacher les pieds et les mains à quatre bouts de bois dans le sol et se mit à le fouetter jusqu'à ne plus pouvoir lever le bras... Ce gamonal était député de la nation et ensuite sénateur...

Ces choses-là ne sont pas un crime au Pérou. Les combattre, par contre, cela est un délit impardonnable. Liquider cet état de choses est un crime majeur. Vicente Lanado a vécu tout cela, lui, paysan analphabète, qui ne parle que le quechua (3), a liquidé cette exploitation, a construit des écoles, organisé le travail social ; il a sauvé la dignité humaine des paysans de cette région et a finalement réussi à expulser le gamonal. C'est pour cela qu'on ne veut pas libérer Vicente Lanado, malgré qu'il ait purgé sa peine.

Maintenant le gouvernement a réprimé avec violence le syndicat ; un poste de police a été installé dans l'hacienda, les dirigeants du synditat ont été emprisonnés...

Le camarade Vicente Lanado a protesté publiquement, de la prison, *contre le massacre de Huanta et de Ayacucho. Cette prise de position en faveur de ses frères de classe, exprimée publiquement par un simple paysan analphabète, est la véritable raison du déchaînement des autorités contre lui. Les huit enfants en bas âge de Vicente Lanado sont laissés dans l'abandon, ils n'ont rien à manger, ni même « leur propre pauvreté » ! Le gouvernement s'acharne non seulement contre le père mais aussi contre ses enfants. Le même gouvernement qui a dit : « Paysan !... Le patron ne mangera plus ta pauvreté ! »*

Hugo Blanco Galdos.

H. Blanco devant ses juges.

Lettre transmise par le Comité Français de Solidarité avec les victimes de la répression au Pérou.

Correspondance : Mme Andrée Dinouart, 30, av. Carnot, Paris-17e - C.C.P. 13 419 97 Paris.

---

(1) Gamonal : gros propriétaire foncier.
(2) C'est-à-dire les communautés indiennes qui cultivent le sol en commun.
(3) Langue indienne.

U.R.S.S.

stalinisme et antisémitisme

UN grand nombre d'Israéliens sont originaires de l'Europe de l'Est. Plusieurs millions de Juifs résident toujours en URSS et dans les démocraties populaires. Le peuple juif tout entier, en Palestine comme ailleurs, se sent donc particulièrement concerné par tout ce qui se passe en Union Soviétique et dans ses pays satellites.

Au temps des « anciens régimes », sous le tsarisme en Russie, et avant la formation des démocraties populaires, l'antisémitisme était socialement ancré chez les masses d'Europe centrale et orientale. Pour les gouvernants réactionnaires, il était un moyen commode de les détourner des vrais problèmes. Les massacres des Juifs — les pogroms — étaient rarement spontanés, mais presque toujours organisés par les autorités. La répression frappait bien souvent, en même temps que les Juifs, les sociaux-démocrates et les communistes non Juifs.

Cet antisémitisme a engendré les premières vagues du sionisme et de l'émigration juive en Palestine, et dans les pays occidentaux. Aussi 1917 a été pour des millions de Juifs russes le début d'un immense espoir. Enfin les Juifs n'allaient plus être des citoyens de seconde zone. Leurs vies ne seraint plus continuellement menacées.

Non seulement les bolcheviks permirent aux Juifs d'affirmer leurs droits de minorité nationale, mais de plus ils encouragèrent la parution d'une presse juive en yiddish, d'un théâtre juif, etc.

Par ailleurs les bolcheviks entamèrent la difficile lutte contre l'antisémitisme des masses populaires, car on ne change pas du jour au lendemain des préjugés inculqués par des siècles d'obscurantisme. Ainsi dans l'Armée Rouge elle-même, l'antisémitisme n'était pas rare.

La révolution russe montrait la voie de la solution du problème juif en même temps qu'elle montrait la voie vers la solution des problèmes sociaux de toute l'humanité.

En conséquence, le mouvement sioniste perdit beaucoup d'influence, nombre d'intellectuels juifs rallièrent le bolchevisme. Ce qui n'empêcha pas le parti « socialiste » sioniste, le Poalé-Sion, **de conserver jusqu'en 1925 une existence légale. Mais avec la dégénérescence de l'U.R.S.S. et l'apparition du stalinisme, les choses ont changé du tout au tout.**

Dès 1926, Trotsky écrivait avec indignation à Boukharine : « Est-il vrai, est-il possible que dans notre parti, à Moscou, **dans les** cellules ouvrières, **on puisse faire de l'agitation antisémite impunément ? »**

Il est vrai que, nombre d'oppositionnels à Staline étant d'origine juive, celui-ci n'hésita pas à exploiter l'antisémitisme toujours existant dans la population dans sa lutte contre les oppositionnels.

Le renforcement du stalinisme entraîna le renforcement de l'antisémitisme qui devint comme au temps des Tsars, un procédé de gouvernement. Si tout n'allait pas bien en U.R.S.S., n'était-ce pas en grande partie à cause des « déracinés cosmopolites », c'est-à-dire des Juifs. Souvent même, on s'arrangeait pour faire retomber les péchés de la bureaucratie soviétique sur les bureaucrates... juifs.

Sous couleur d'attribuer aux Juifs un territoire, à l'instar de ce qui se faisait pour toutes les minorités nationales de l'U.R.S.S., Staline leur « donna » le Birobidjan, petite province située aux confins de la Mandchourie, à des milliers de kilomètres de la Russie d'Europe où résidaient la quasi-totalité des Juifs. Cette tentative fut bien sûr un échec.

Bien entendu, la presse, le théâtre, les lieux de culte, les écoles, etc., des Juifs disparurent peu à peu, en même temps que les arrestations et les déportattions se multipliaient.

Il ne faut pas s'étonner dans ces conditions que beaucoup de Juifs qui espéraient tant lors de la création de l'U.R.S.S. ne songèrent plus alors qu'à quitter la « patrie du socialisme » revue et corrigée par le stalinisme.

En janvier 1953, peu avant la mort de Staline, le « complot des médecins » fut l'occasion d'une campagne antijuive.

La disparition de Staline n'a rien changé à cette situation. Au point que l'Académie des Sciences d'Ukraine patronna en 1964 un immonde pamphlet antisémite, « Le Judaïsme sans fard », **et que le journal** Kommounist **du Daghestan, le 9 août 1960, parlait de « crime rituel » au sujet des Juifs !**

On se croirait revenu à l'époque du Tsar où, en 1912, le Juif Bayliss était accusé lui aussi de « crime rituel »...

Dans les démocraties populaires, particulièrement en Pologne et en Tchécoslovaquie aujourd'hui, l'antisémitisme est, tout comme en U.R.S.S., un des procédés favoris des gouvernements.

C'est pourquoi la politique d'oppression stalinienne aboutit logiquement à renforcer le sionisme, non seulement chez les Juifs de Russie, mais chez les Juifs du monde entier pour qui le « socialisme » n'apparaît plus comme une solution possible à leurs problèmes.

A. VICTOR

Trotsky et l'impérialisme américain ...deux agents du sionisme

L'antisémitisme ne reposant sur rien d'autre que des préjugés peut donner libre cours à toutes les imaginations, à tous les délires.

Ainsi, à la fin du siècle dernier se répandit l'idée (si l'on ose dire) d'un vaste complot international qui visait à mettre à la disposition des Juifs toutes les puissances de ce monde. Etats, armées, polices, églises mêmes, tous étaient soupçonnés par les paranoiaques antisémites de servir de couvertures aux sombres entreprises des enfants d'Israël.

De nombreux documents (faux évidemment) furent publiés à l'appui de la thèse ; parmi ceux-ci le célèbre soi-disant protocole des Sages de Sion. Qu'ils ne tiennent pas debout n'a guère d'importance. L'antisémite n'a au fond pas besoin de preuves.

Quelques années plus tard, tout cela allait servir aux Nazis pour alimenter la fureur antisémite de la petite bourgeoisie allemande.

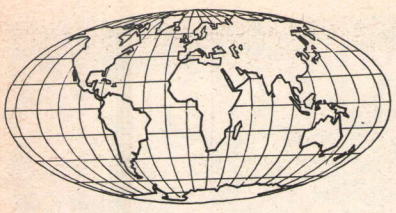
Aujourd'hui, la thèse est à nouveau reprise. Et devinez où ? En U.R.S.S. même.

L'écrivain soviétique Ivan Chevtsov qui vient de publier un roman intitulé Au nom du Père et du fils *ne fait pas seulement dire à son héros, un Juif soviétique, que* « le judas Trotsky, alias Bronstein » *était* « un agent typique du sionisme, provocateur international numéro un ».

Il lui prête de plus les aberrants propos suivants : « Vous croyez sans doute que le sionisme international est au service de l'impérialisme américain. Pour ma part, je suis persuadé du contraire. L'impérialisme américain constitue la base économique et militaire du sionisme. Il sert les buts de Sion. »

Que dans un pays comme l'U.R.S.S., un sieur Chevtsov puisse cultiver des préjugés antisémites peut déjà paraître inquiétant.

Mais qu'il puisse également en faire état dans un livre, quand on sait le soin jaloux avec lequel la censure, la police, tout l'appareil d'Etat veille en U.R.S.S. à ne rien laisser publier qui n'ait l'assentiment des dirigeants, montre surtout... ce que sont les sentiments et des fonctionnaires chargés de la censure et probablement des dirigeants eux-mêmes.



DANS LE MONDE

LE PROCÈS DES MEMBRES DE " DÉFENSE DÉMOCRATIQUE "

parodie de justice à Athènes

VENDREDI 27 mars s'est ouvert à Athènes le procès des trente-cinq membres du réseau « Défense Démocratique ». Ils encourent la peine capitale.

Leur crime ? Tout d'abord s'être livré à l'action terroriste en posant quelques bombes qui ne firent aucune victime. Le régime qui les juge, lui, torture et assassine quotidiennement.

Généraux puschistes s'indignant qu'on veuille renverser leur gouvernement par la force. (Photo A.F.P.)

En fait, c'est d'ailleurs leur opposition à ce régime que l'on veut juger et condamner pour faire un exemple. Les accusés ne sont pas des communistes, ils ne sont pas des révolutionnaires, ils n'en veulent pas à la propriété privée. Ce sont des démocrates bourgeois qui contestent simplement la dictature des colonels. Cela suffit en Grèce pour être passible des tribunaux et de la peine de mort.

On se demande d'ailleurs pourquoi le régime des colonels prend la peine de monter un procès qui ne peut apparaître aux yeux d'un observateur impartial que comme une piteuse parodie. Et cela dans les moindres détails.

Non seulement les aveux ont été arrachés sous la torture (le récit qu'en ont fait les premiers accusés l'établit plus qu'abondamment), mais c'est la femme de l'un d'eux qui, pour avoir porté plainte contre les tortionnaires de son mari... a été condamnée à quatre ans de prison.

La junte n'a même pas cru devoir respecter quelques règles formelles qui, pourtant, n'auraient certainement rien changé quant à l'issue du procès. Le dossier, qui se compose, paraît-il, d'un millier de pièces, n'a été communiqué aux avocats que 6 jours avant l'ouverture ce qui ne leur a même pas laissé le temps de l'étudier correctement. Les dépositions des accusés ont été faites devant des policiers et non un juge d'instruction.

Mais au fond qu'importe aux colonels dictateurs ! De l'opinion publique internationale ils s'en moquent. La seule chose qui pourrait les gêner vraiment serait d'être mis au banc des nations par les gouvernements. Or ils savent qu'il ne faut pas grand-chose pour calmer la conscience de ceux-ci, même de ceux qui se prétendent démocratiques. La caricature de procès qui se déroule actuellement à Athènes suffira certainement.

L'exemple de notre gouvernement le prouve bien. Pas plus que les camps ou les tortures ne l'ont empêché de recevoir naguère les dirigeants grecs, pas plus ce procès truqué ne le gêne pour négocier avec eux et leur vendre ses Mirages. Ni Pompidou ni Chaban ne vont faire maintenant capoter une telle affaire pour une ridicule question de formalisme juridique.

Les condamnations à Athènes, les tortures dans les camps, les assassinats dans les locaux de la police et de l'armée grecque, ils en sont eux aussi, comme toute l'Europe « démocratique », responsables.

J. MORAND.

ITALIE :

une provocation policière contre les anarchistes

IL a fallu trois mois à la police italienne pour confirmer les arrestations effectuées quelques jours après les attentats de Milan et de Rome, en décembre dernier. On se souvient que très rapidement l'enquête policière qui menaçait pourtant d'être longue et difficile, s'était centrée exclusivement sur les milieux anarchistes et qu'elle avait abouti après des interrogatoires pour le moins suspects (l'anarchiste Pinelli devait se « suicider » en se jetant par la fenêtre de la préfecture où on l'interrogeait) à l'arrestation d'un autre jeune anarchiste Valpreda, ainsi que de cinq autres suspects pour le moins hétéroclites. L'accusation reposait toute entière sur la déposition d'un chauffeur de taxi qui affirmait avoir conduit Valpreda en taxi (!) à la banque, l'y avoir attendu (!!) pour le reconduire ensuite quelques mètres plus loin (!!!) juste avant l'explosion. Témoignage pour le moins curieux et qui, coïncidence plus curieuse encore, était postérieur à l'arrestation de Valpreda.

Valpreda nie et sa famille témoigne qu'il était chez elle au moment de l'attentat. Mais entre le témoignage de la famille et celui du chauffeur de taxi, le juge d'instruction de Rome a choisi, en toute indépendance, bien sûr. Valpreda, sous les verrous depuis trois mois, est donc maintenant officiellement inculpé, mais — et ce n'est pas le moins bizarre de cette enquête bizarre — les chefs d'accusation retenus contre lui, ont été modifiés. Considéré comme le cerveau de l'organisation des attentats en décembre, Valpreda ne serait plus aujourd'hui que l'auteur du seul attentat de Milan. Valpreda et ses amis sont en effet inculpés pour « associations de délinquants » lesquels délinquants sont aussitôt qualifiés « d'inconnus ». Quant aux charges retenues contre les inculpés, elles seraient les suivantes : projet, exprimé par eux à différentes reprises, d'exécuter des attentats à la bombe contre des banques et des monuments patriotiques ; constitution d'un dépôt d'explosifs à Rome ; tentatives pour se procurer d'autres explosifs ; participation dans les jours précédant les attentats à des manifestations de rues pour créer le désordre.

Voilà qui laisse passer le bout de l'oreille et qui éclaire d'une lumière pour le moins équivoque les autres charges prétendûment établies. Si elles ont la rigueur du témoignage du chauffeur de taxi, elles ne peuvent qu'accréditer la thèse d'une machination policière.

Cette machination policière, elle a été dénoncée dès décembre 69 par tous les milieux anarchistes italiens. Il est de tradition dans le mouvement anarchiste de revendiquer les attentats qu'il organise. L'attentat de Milan et de Rome n'ont été imputés aux « anars » que par la police. Et cela dans une période troublée de l'histoire de l'Italie, où l'extrême-droite se renforce et cherche l'occasion pour tenter sa chance. Rappelons que quelques jours avant l'attentat, la presse italienne devait révéler, avant de démentir, qu'une tentative de coup d'Etat d'extrême-droite, téléguidée par Athènes, aurait été déjouée quelques mois plus tôt. C'est dans ce climat, au moment où de grandes grèves ouvrières attestaient de la crise politique et sociale permanente de l'Italie, qu'eurent lieu les attentats. Ils ne pouvaient servir que l'extrême-droite et desservir la « gauche » et « l'extrême-gauche ».

Cela devait se confirmer dans l'orientation que prit tout de suite l'enquête. Cela devait se confirmer dans les mesures répressives qui frappèrent depuis nombre d'organes de presse et d'organisations d'extrême-gauche en Italie.

Machination policière, provocation de l'extrême-droite ? Les deux sans doute. Car là-bas comme ici, c'est toute une partie de l'appareil d'Etat et en particulier de son appareil répressif qui est gangréné par le fascisme. L'extrême-droite est en uniforme dans les locaux de la police, les commissariats où l'on interroge jusqu'au « suicide » les suspects, dans les casernes de carabinieri et à l'état-major des affaires bourgeoises.

Mardi 24 mars, un millier d'anarchistes ont manifesté dans les rues de Milan pour protester contre la détention de Valpreda et la machination policière qui les vise tous.

Ils ne doivent pas rester isolés. L'affaire Valpreda concerne toutes les organisations ouvrières d'Italie. C'est plus qu'une question de solidarité, car ce qui est en jeu dépasse le cadre d'une liquidation politique des anarchistes. Cette guerre judiciaire est le signe de l'affrontement préparé par certains entre l'extrême-droite et les organisations ouvrières. Même si le mot solidarité reste vain pour le P.C.I. et les socialistes italiens, le seul instinct de conservation devrait les pousser à réagir avant qu'il ne soit trop tard.

Valpreda, peu avant son arrestation. En Italie. la police ne manque pas d'imagination. (U.P.I.)

Colette BERNARD.

DANS LE MONDE

ALLEMAGNE :

quand Willy rencontre Willi

Le face à face d'Erfurt : à gauche Willy, à droite, Willi. (Photo A.F.P.)

APRES des années et des années de guerre froide, les dirigeants des deux Allemagne se sont rencontrés pour la première fois. Willy Brandt, chancelier de l'Allemagne Fédérale a fait le voyage jusqu'à Erfurt, en RDA, où l'attendait Willi Stoph, chef du gouvernement est-allemand. Et dans un mois est prévu le voyage en sens inverse.

C'est le début d'une politique réaliste commente la presse unanime. C'est, à tout le moins, un changement radical intervenu dans les rapports de ces deux pays au cours des derniers mois, puisque, à défaut de reconnaître la R.D.A., Bonn a cesser de dire : « Pankow, connais pas ! ».

Cette première entrevue des deux chefs de gouvernement allemands n'est que la suite logique des négociations qui sont engagées depuis quelques temps entre Bonn et Moscou, et Bonn et Varsovie.

Mais les rapports entre les deux Allemagne ne dépendent pas seulement des deux Willy. Le problème allemand n'existe que parce que le monde lui-même est divisé en deux camps, et l'évolution du climat entre les deux Etats allemands est en fait liée à la température mondiale.

C'est d'ailleurs parce que le problème allemand ne se comprend pas en dehors du contexte mondial, que le rapprochement esquissé actuellement est limité, et qu'il n'est pas question, dans les circonstances présentes, d'envisager une éventuelle réunification allemande. Paradoxalement, l'ouverture de ces négociations ne fut au contraire rendue possible que par la renonciation à toute idée de négociation dans un avenir prévisible, et que par la reconnaissance par Willy Brandt de l'existence de « deux Etats dans la nation allemande ».

Reconnaître cela, ce n'était bien sûr que reconnaître l'évidence ; mais c'est pourtant ce que se refusait obstinément à faire la République Fédérale jusqu'à présent.

Et c'est cela la nouveauté. Il y a un an intervenait la division officielle de l'Eglise d'Allemagne, et la séparation entre les représentants de l'Est et de l'Ouest dans les compétitions sportives. Aujourd'hui, c'est d'une double représentation de l'Allemagne à l'O.N.U. dont on parle. Walter Ulbricht peut donc espérer voir l'existence de son Etat officiellement reconnue, et pour les dirigeants de Pankow, ce n'est pas rien. La R.D.A. était en effet le seul pays de l'Europe de l'Est à n'exister officiellement qu'aux yeux de l'Union soviétique et de ses satellites. Sa reconnaissance par l'Occident lui permettrait de suivre l'exemple des autres pays du glacis, et de rechercher un peu d'indépendance par rapport à l'U.R.S.S.

Mais à ce jeu-là, le grand gagnant ne sera pas tant Walter Ulbricht que Willy Brandt. En engageant le dialogue avec Pankow, ce dernier a en effet choisi la voie la plus sûre, à long terme, pour miner la cohésion du glacis.

Et en ce sens, pour les gouvernants de Bonn, la renonciation à la réunification est peut-être le seul moyen de rendre cette réunification possible un jour.

Dominique LEGER.

l'autodissolution du S.D.S.

LE SDS (l'Union des Etudiants Socialistes de l'Allemagne de l'Ouest) vient d'annoncer, au cours d'une réunion publique tenue à Francfort, qu'il avait décidé de se dissoudre.

Si on en parlait moins, en France, depuis quelques mois, le SDS avait occupé la première page de l'actualité au printemps 1968, lors de grandes manifestations étudiantes qui préfigurèrent le mai français.

A sa fondation, en 1946, le S.D.S. n'était que l'organisation étudiante du S.P.D. (parti socialiste). La rupture eut lieu en 1961, en particulier parce que le S.D.S. menait campagne sur une base pacifiste contre le réarmement et la remilitarisation de l'Allemagne. Le parti socialiste qui, depuis son congrès de Bad-Godesberg, en 1959, avait supprimé toute référence « marxiste » de son programme, ne put tolérer cela, et déclara incompatible l'appartenance simultanée aux deux organisations.

Une manifestation du S.D.S. à Berlin. (Photo L.O.)

Organisation autonome, le S.D.S. devint l'organisation allemande de la « nouvelle gauche », évoluant peu à peu vers des idées plus radicales, s'implantant dans le milieu étudiant à la faveur de luttes contre la réforme universitaire et de manifestations contre la guerre du Vietnam.

L'histoire du S.D.S. a d'ailleurs été marquée par des affrontements parfois très durs avec la police. Le 2 juin 1967, par exemple, lors d'une manifestation de protestation contre la venue du chah d'Iran à Berlin-Ouest, Benno Ohnesorg, un militant de cette organisation, fut assassiné par la police.

Mais les manifestations du S.D.S. qui eurent le plus de retentissement à l'étranger furent celles d'avril 1968, dirigées contre les établissements de la chaîne de presse Springer, que les étudiants du S.D.S. considéraient comme le responsable moral de la tentative d'assassinat dont venait d'être victime leur dirigeant le plus connu, Rudi Dutschke.

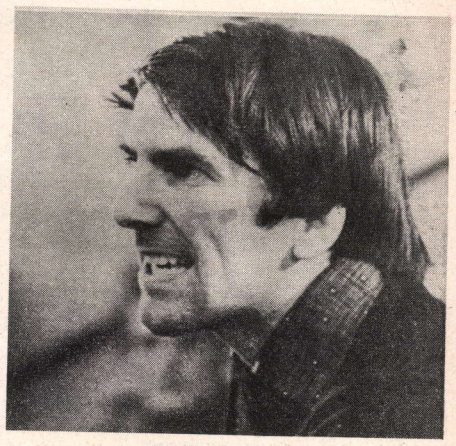
A l'époque, par les luttes « dures » qu'il menait; le S.D.S. avait acquis une grande popularité auprès de beaucoup d'organisations et de militants révolutionnaires français, qui voyaient en lui l'exemple à suivre.

Aujourd'hui, le S.D.S., miné par de multiples luttes de tendances, a décidé de se dissoudre, de mettre purement et simplement fin à son existence en tant que tel.

Nous sommes trop peu au fait des luttes de tendances qui se sont déroulées au sein du S.D.S. pour prendre position pour les uns contre les autres, si tant est que nous soyons d'accord avec les uns, plutôt qu'avec les autres.

Mais l'éclatement de cette organisation qui, de toute manière, n'est pas un fait positif, illustre parfaitement l'impasse que constitue, pour des révolutionnaires, un travail exclusivement dirigé, dans la pratique, en direction du milieu étudiant.

Et cette leçon est d'actualité dans ce pays. Beaucoup de militants ou de sympathisants révolutionnaires attribuent, en effet, la division du mouvement gauchiste à la survivance de vieilles querelles, qui se seraient en quelque sorte fossilisées. Mais l'exemple du S.D.S., qui regroupait au départ la grande majorité des étudiants révolutionnaires allemands, est là pour prouver qu'il n'est pas besoin de vieilles querelles pour faire naître de nouvelles divisions.



Rudi Dutschke
Le leader de l'ex-S.D.S.
(Photo AFP)

Et, en réalité, l'éparpillement du mouvement gauchiste français — que le S.D.S. est en train d'imiter — est dû d'abord et avant tout à l'irresponsabilité dont la plupart des tendances qui le composent font preuve, ou à leur absence de volonté de faire tout ce qui est nécessaire pour se lier réellement avec la classe ouvrière, ce qui revient pratiquement à dire la même chose.

Une fois de plus, la preuve est faite qu'il ne suffit pas de rassembler la majorité des étudiants révolutionnaires, et de ne pas avoir peur d'affrontements violents avec la police, pour être sur la bonne voie, dans le travail de construction du parti révolutionnaire.

François DUBURG.

DANS LE MONDE

l'avenir incertain du Cambodge

Sihanouk à Moscou : il faut savoir se reconvertir.
(Photo U.P.I.)

LE régime cambodgien issu du coup d'état pro-américain semble décidément avoir quelques difficultés à s'imposer. Malgré la campagne de dénigrement et les révélations sur la corruption de son régime, le neutraliste et démagogique prince Sihanouk actuellement réfugié à Pékin, semble avoir gardé une certaine popularité.

Ainsi, 2 députés chargés d'aller expliquer dans leur province le sens du nouveau régime, ont été abattus par leurs mandants cependant que des manifestations provinciales qui ont dû être dispersées par l'armée faisaient des centaines de victimes.

Bien sûr, l'ordre semble pour le moment rétabli et le nouveau régime cherche en toute hâte à élargir ses bases par une campagne xénophobe anti-vietnamienne et à renforcer l'armée. Mais son avenir reste incertain devant le regroupement des forces politiques qui s'opére autour de Sihanouk. Un gouvernement « d'union nationale » en formation à Pékin tenterait de regrouper les partisans de l'ex-chef d'Etat et les « Khmers Rouges », rébellion paysanne limitée, qu'il pourchassa alors qu'il était au pouvoir.

Pour le moment donc, la politique américaine aboutit à un demi-échec. Le gouvernement allié qu'elle a gagné semble lui avoir apporté autant d'ennemis supplémentaires que d'alliés. Et l'appui que l'armée US peut en attendre pour la soulager de la pression du FNL est actuellement très réduit.

Mais cette situation d'équilibre plus ou moins stable est évidemment provisoire. Certes le nouveau régime ne manque pas d'atouts. Il peut se renforcer par une terreur décuplée : l'exemple des massacres d'Indonésie est tout proche. Et les premières réactions de ces armées tirant à la mitrailleuse sur les manifestants favorables au prince Sihanouk montrent que le nouveau régime n'y répugne pas.

Le cas échéant, il espère d'ailleurs l'aide des USA, s'il se heurte à des difficultés majeures. Certes, cet appui sera probablement limité. Car pour le moment, rien n'indique que le gouvernement US soumis à la pression de l'opinion publique américaine hostile à une guerre du Vietnam qui lui semble sans issue, tente d'engager de nouvelles troupes dans la péninsule indochinoise. Aussi, malgré ses pressions, l'Etat-Major américain ne pourrait-il faire intervenir des forces terrestres et encore déguisées sous forme de multiples conseillers, qu'en dégarnissant le front principal du Viet-Nam. Cela semble douteux. La seule aide que le nouveau régime puisse réellement escompter, et elle est loin d'être négligeable, c'est une aide en armement et un appui de l'aviation américaine analogue à celui dont bénéficie la droite laotienne.

Pourtant, malgré ses appuis, l'avenir du nouveau gouvernement n'est rien moins qu'assuré.

Si rien n'indique actuellement la force de l'opposition intérieure, même unifiée, les conditions locales lui sont favorables. Dans cette Indochine où la paysannerie a vu que les réformes agraires sont au bout du fusil, que les régimes des oligarchies féodales ne sont pas invincibles, la conjonction du mécontentement d'une part de la petite bourgeoisie et de l'intelligentsia nationaliste des villes et, d'autre part, des aspirations paysannes à une vie meilleure, peut se révéler explosive. D'autant plus qu'elle non plus ne manque pas d'autouts : les troupes vietcongs menacées dans leurs cantonnements des régions frontières peuvent se révéler un appui efficace.

Désormais l'avenir du régime se joue dans les villages, dans la capacité des forces d'opposition à convaincre et à entraîner les paysans Khmers contre leurs oppresseurs de toujours.

Car s'ils se mettent en mouvement, l'armée locale renforcée et les bombardements américains seront une digue bien faible pour l'arrêter.

boeing, boeing... ou le théâtre révolutionnaire de boulevard

SI, comme toute le laisse à penser, le seul objectif des membres du commando gauchiste japonais qui fit faire au Boeing de la Japan Air Line un petit détour imprévu par la Corée, était que l'on parle de lui, il a réussi au delà de toutes espérances.

Pendant plus d'une semaine, les journaux, la radio ont tenu le monde en haleine avec le « suspense dramatique de Séoul ».

Une opération publicitaire qui ne renforce ni le prolétariat, ni les révolutionnaires.
(Photo A.F.P.)

Aujourd'hui, tout est bien qui finit bien ; l'opinion respire. Les passagers, l'équipage, le ministre courageux qui a fait béer d'admiration les éditorialistes les plus blasés, tout le monde est rentré au bercail. On nous raconte maintenant que le sort des infortunés passagers fut moins terrible qu'on nous l'a dit. Il semble même, d'après les témoignages qu'ils firent à la presse, qu'ils prirent, en fin de compte, leur aventure du bon côté.

Quant aux membres de « l'armée rouge », le nom du groupe gauchiste, ils sont à Pyonyang, comme ils en avaient manifesté le désir. La froideur de l'accueil qu'on leur y fit ne constitue une surprise pour personne, et ils devaient, eux-mêmes, s'y attendre. Mais ils sont célèbres, leur organisation s'est fait connaître.

Et sans doute s'estiment-ils fort satisfaits du résultat de leur opération.

Et pourtant, ont-ils vraiment lieu de l'être ? Peut-on dire que les gauchistes sortent renforcés de la publicité qu'on leur a fait dans cette affaire ? Rien n'est moins sûr. Nous pensons même qu'ils y ont, une fois encore, laissé quelques plumes.

Certes, un certain nombre de militants ou d'organisations croient qu'il suffit de se faire connaître pour se faire reconnaître. Quoi de plus tentant alors que d'ameuter les journalistes en défrayant la chronique. La méthode est prisée des starlettes en mal de célébrité. Nous ne mettons en cause ni la sincérité, ni le courage, ni le dévouement de ces militants. Nous ne discutons que du procédé. Et, il faut le reconnaître, celui-ci relève du même esprit.

Car il ne suffit pas de lancer une organisation, se réclamât-elle de l'idéologie la plus révolutionnaire, comme on lance une vedette de music-hall, pour que le prolétariat dispose enfin de la direction qui lui fait actuellement si cruellement défaut. S'il en était ainsi, il suffirait presque que les organisations recueillent suffisamment d'argent pour se payer les placards publicitaires qui leur permettraient de se faire connaître. Ce serait une voie à la fois plus rapide et plus facile.

L'impatience et, en fin de compte, la recherche de la facilité sont caractéristiques de la mentalité petite-bourgeoise qui marque l'activité de nombreux groupes d'extrême-gauche. L'exemple que viennent de nous fournir les militants japonais du groupe « armée rouge » en est une illustration. Se sont-ils un instant inquiétés de la résonnance que pourrait avoir leur geste au sein du prolétariat japonais, sans parler du prolétariat international ? Non, certainement pas. Tout naïvement il semble qu'ils aient cru, qu'il ne leur manquait que la notoriété pour pouvoir enfin guider les combats de la classe ouvrière. Et pour se faire connaître, ils ont immédiatement pensé à l'audience que leur conféreraient les moyens d'informations.

La voie que doivent prendre les révolutionnaires est moins « royale », plus souterraine. Car il ne suffit pas de se montrer, il faut surtout gagner la confiance du prolétariat tout en élevant son niveau de conscience. Et cela exige bien autre chose et des choses autrement difficiles de la part des militants.

Cela exige qu'ils participent aux combats quotidiens des travailleurs. Ce n'est que par cette participation qu'ils démontreront la valeur de leurs idées, en même temps que leur compétence à les mettre en pratique. Ceux qui cherchent des racourcis s'engagent dans une impasse. Ce ne serait qu'un demi-mal si cela ne concernait qu'eux seuls. Malheureusement, ils laissent ainsi le prolétariat désarmé. Et c'est là aussi leur responsabilité.

UNE SOCIÉTÉ BIEN POLICÉE

au pays de la liberté

LE samedi 14 mars, à 16 h 30, à la station de métro « Pont-Neuf », un jeune vendeur de « Lutte Ouvrière » venait à peine de plier ses journaux, sa vente achevée, que deux agents de police en uniforme l'abordent pour lui demander ses papiers. Comme il réclame quelques explications, les agents lui répondent que L.O. est un journal interdit et que, de toutes façons, on ne peut vendre sans permis de colporteur. Tandis que ce jeune camarade argumente sur le fait que le journal qu'il vend est tout ce qu'il y a de plus légal et que, de plus, il n'est pas colporteur mais vendeur occasionnel, les passants s'attroupent pour voir ce qui se passe, écouter ce qui se dit, et bientôt prendre fait et cause pour le jeune vendeur et contre ce qu'ils considèrent, pour la plupart, comme une atteinte à la liberté de presse et à la liberté d'opinion.

Les gens se sont agglutinés en si grand nombre, et prennent si vivement à partie les représentants de « l'ordre » que ceux-ci s'effrayent, entraînent le jeune vendeur vers un autobus en stationnement et le hissent sur la plate-forme avec l'aide d'un employé de la R.A.T.P. Le bus démarre puis s'arrête une vingtaine de mètres plus loin, aussitôt qu'un car de police est en vue. Rapidement, le jeune est entraîné du bus dans le car et emmené au Commissariat des Halles.

Là, dans un environnement plus favorable, les agents se jurent de faire payer au « coupable » la belle trouille qu'ils ont eue, quelques instants auparavant, englués dans une foule hostile. En attendant, ils dressent leur rapport des événements, accusent à tort le jeune vendeur de les avoir frappés à coups de pied, etc., alors que, lors des incidents, aucune violence n'a été commise ni aucune insulte proférée. Ce sur quoi le « coupable » est transféré au commissariat du Palais-Royal où il passe toute la nuit du samedi au dimanche.

Le dimanche 15 mars, interrogation par un commissaire qui exige de l'inculpé qu'il signe un rapport qui lui est présenté. Comme ce dernier s'y refuse, ne reconnaissant pas les faits mentionnés dans le rapport, il est emmené à la Conciergerie. Là, le Substitut lui fait à nouveau part des faits qui lui sont reprochés, enregistre quelques-uns de ses propos, puis lui annonce qu'il passera le lundi matin, 16 mars, devant la 24e Chambre, en flagrant délit. Mais lorsque le jeune vendeur demande au Substitut de pouvoir joindre un avocat, en l'occurrence Maître Leclerc, le Substitut l'envoie au chef de Service de la Conciergerie qui, lui, le renvoie en faire la demande... au Substitut.

Le dimanche soir : transfert à la prison de Fleury-Mérogis (Essonne). Mais le lundi matin, au tribunal : pas d'avocat, comme il fallait s'y attendre. Aussi l'inculpé demande-t-il que son procès soit repoussé, ce qui lui est accordé, mais ce qui lui procure par la même occasion le plaisir et l'avantage de se retrouver peu après à la prison de Fleury-Merogis, et pour combien de temps ?

Pour une semaine, très exactement, puisque c'est le 23 mars que le jeune vendeur de L.O. est passé en jugement et s'est vu condamné à six semaines de prison avec sursis et 300 F d'amende.

Fouille policière

des «soldats perdus»... pas pour tout le monde

LE peu qui transpire de l'instruction en cours « du gang de l'OAS » est, en effet, assez instructif. On se souvient que ces « soldats perdus », ex-légionnaires, ex-parachutistes et autres ex-gloires des guerres de brigandage de l'impérialisme français de par le monde, s'étaient mis à leur compte. Dans le brigandage, précisément.

Mais, comme on vient de l'apprendre, le métier principal de ces messieurs — hold-up en tout genre — leur laissait assez de loisirs pour effectuer quelques petits à-côtés. Quelques petits faits d'armes joignant l'utile à l'agréable qui, tout en étant lucratifs, leur permirent de soigner leurs relations avec le beau monde des bourgeois. On ne sait jamais, cela peut toujours servir dans l'avenir...

C'est ainsi que trois membres du « gang de l'OAS » viennent de reconnaître avoir agressé, pour la coquette somme de 5.000 F, un délégué syndical de la société hippophagique de détail, qui tentait d'y implanter une section CGT. L'agression, exécutée avec des barres de fer, valut au délégué une semaine d'hôpital, un enfoncement de la boîte crânienne, plusieurs traumatismes et une fracture au pied.

Comme quoi, la racaille fasciste, même lorsqu'elle est momentanément à son compte, n'en oublie pas moins de rendre de menus services. Et comme quoi, même lorsque la bourgeoisie n'a pas besoin de cette racaille pour mater les travailleurs et leurs organisations, il y a toujours quelques patrons qui y font appel pour écarter quelques gêneurs.

Et le prix que ce patron a payé pour mater un salarié qui le gênait, c'est, à une autre échelle, celui qu'avaient versé les bourgeois allemands ou italiens à la pègre fasciste pour briser leur classe ouvrière sous Hitler et Mussolini.

L. Gréco

PLACE DES FÊTES (PARIS-20e) :

agression policière

DEPUIS environ quatre mois, la police est présente Place des Fêtes : cars qui stationnent, flics en civil, en uniforme, et gradés ! Après la diffusion d'un tract commun signé des différents journaux révolutionnaires et protestant contre la répression policière qui sévissait envers les vendeurs de ces journaux — tract qui reçut un accueil sympathique de la population du quartier — les mesures d'intimidation avaient régressé.

Cependant, le dimanche 15 mars, trois camarades qui vendaient le « Libertaire » ont été emmenés par les policiers, et ce, le plus discrètement possible, tandis que les autres vendeurs se dispersaient.

Dimanche 22, les militants gauchistes vendaient éparpillés sur un même angle du marché. Le car de police stationnait comme à l'habitude rue de Crimée. Alors qu'il discutait avec d'autres camarades, un vendeur des « Cahiers de Mai » fut pris à partie par trois policiers. Pendant qu'il protestait, des flics en civil et en uniforme sortirent des rues avoisinantes et du marché pour entourer les vendeurs et les quelques personnes venues voir ce qui se passait.

Pendant qu'un policier courait prévenir le car, un second empoignait le camarade, le traînait sur la chaussée, le rouait de coups. Trois flics s'acharnèrent ensuite sur le camarade, qui se pliait en deux à force de coups de pied dans le ventre, tandis que leurs collègues repoussaient ceux qui tentaient de le défendre.

Un nouveau car arriva alors rapidement ; de nouveaux policiers en descendirent et empoignèrent dans la foule les vendeurs qu'ils reconnaissaient. Pour justifier cette agression que les gens sifflaient, que les ménagèrent désapprouvaient ouvertement, un chef responsable de ce « commando » descendit en criant : « Vous n'en avez pas assez de payer les dégâts de Nanterre ? ».

Les gens étaient scandalisés par cette atteinte aux libertés les plus élémentaires, par la brutalité des forces de « l'ordre », et hésitaient visiblement à laisser faire. Les jeunes vendeurs tentèrent de barrer la route au car, mais celui-ci démarra en embarquant un cinquième camarade.

Ceux qui restaient reprirent leur vente. Les discussions s'engagèrent. Beaucoup réprouvaient ces méthodes. Une heure après, les gens discutaient encore sur la place.

A LA MAIRIE DES LILAS :

arrêtés pour avoir distribué un tract

Depuis quelques semaines, aux Lilas, des policiers en uniforme et en civil arpentent le marché le dimanche matin, et cherchent querelle aux vendeurs de Lutte Ouvrière *et de* L'Humanité Dimanche.

Le dimanche 22 mars vint enfin l'occasion pour eux d'intervenir. Alors que les camarades diffusent un tract dénonçant la répression policière, survient un car de police. En quelques secondes, les flics enlèvent littéralement un diffuseur et repartent aussitôt après leur exploit.

Une centaine de personnes s'assemblent rapidement et beaucoup expriment leur indignation. Les vendeurs de Lutte Ouvrière *s'adressent alors à Barbé, Conseiller général P.C.F., qui vient d'arriver sur les lieux, pour lui demander d'intervenir afin de faire libérer le camarade arrêté, et de protester contre ces méthodes arbitraires. Barbé accepte, non sans reprocher aux gauchistes de provoquer la police dans le but d'attirer la répression sur le P.C.F.*

Notre camarade fut libéré deux heures plus tard... avec le classique P.V. dans la poche.

Le jour même, des militants de Lutte Ouvrière, *de l'A.J.S., du P.S.U., de la Ligue Communiste et des* Cahiers de Mai *rédigent un tract commun dénonçant cette intervention policière.*

Le tract fut diffusé dans la semaine à la sortie du métro et dans les boîtes à lettres de la localité par les militants des tendances signataires.

La manifestation du P.C.F. rue Marie-Rose : détourner, contre les « gauchistes », l'indignation des militants. (Photo A.F.P.)

A PROPOS DE LA MISE A SAC DU MUSÉE LÉNINE :

les dirigeants du P.C.F. cautionnent la politique de répression

LA mise à sac, par des inconnus, du musée Lénine, dans la nuit du 29 au 30 mars a provoqué une importante réaction de la part du PCF.

Celui-ci a organisé une manifestation de protestation, le 31, où plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées rue Marie-Rose, à Paris, devant le musée.

Il est évident que tous les révolutionnaires condamnent et le principe de tels attentats et l'attentat lui-même, d'autant qu'il fut effectué contre le musée Lénine.

L'une des moindres raisons n'étant pas d'ailleurs que cela permet au PCF de se poser en défenseur de Lénine et de ses idées.

L'attentat contre le musée Lénine est peu de chose en regard aux atteintes autrement plus graves que le PCF a commis depuis si longtemps envers le léninisme.

En dévoyant les luttes du mouvement ouvrier, en prenant systématiquement le contre-pied des idées révolutionnaires de Lénine, le PCF l'a ravalé au simple rang d'objet de musée. Et il n'est intransigeant que lorsqu'il s'agit de préserver son culte.

l'occasion d'une manœuvre anti-gauchiste...

Pour les dirigeants du PCF, l'attentat a permis de se livrer à une manœuvre de grand style, contre les gauchistes.

Bien sûr, ni Georges Marchais, ni *L'Humanité* n'ont accusé nommément des individus ou des groupes. Ils se sont contentés d'amalgamer des attentats fascistes avec des actions spectaculaires qui ont été l'œuvre de gauchistes.

Selon le PCF, les fascistes ce sont ceux qui, à Nanterre, auraient tenté d'assassiner un militant ouvrier, ceux qui ont attaqué la mairie de Meulan, qui ont essayé d'incendier les bureaux du personnel des Grands Moulins de Corbeil, qui auraient attaqué des militants du PCF sur le marché d'Argenteuil, etc.

Et Marchais, et *L'Humanité* de conclure à l'adresse de Marcellin : *« Les coupables vous les connaissez bien ! »*.

En réclamant «à égalité» la dissolution des organisations fascistes et des groupes gauchistes, Georges Marchais semble distribuer ses coups « équitablement ». En fait, il n'en est rien, et dans cette affaire ce sont les gauchistes et non les fascistes qui sont menacés.

Car les dirigeants du PCF n'ignorent pas que les fascistes sont liés à l'appareil de l'Etat quand ils ne se trouvent pas *dans* l'Etat.

Toute dissolution des groupes fascistes, même si elle était réalisée, par ce même Etat, ne pourrait être qu'inopérante.

Ni M. Marchais, ni *L'Humanité* n'ont oublié les 8 morts, tous PCF, du métro Charonne, ou l'assassinat du jeune Marc Lanvin en juin 68. Dans un cas, les flics, dans l'autre, les CDR, c'est à dire l'Etat lui-même ou une formation qui en dépend.

Contre eux, le PCF sait bien que toute dissolution par Marcellin ne serait que poudre aux yeux.

Par contre, les groupes gauchistes déjà victimes de la vague de répression seraient réellement touchés par de nouvelles interdictions. Ce sont donc bien les gauchistes qui supporteraient tout le poids des mesures de dissolution que réclament les dirigeants du PCF.

Le gouvernement le sait bien et pour les Marcellin et consort, l'attitude du PCF équivaut à une confirmation du « feu vert » pour la répression anti-gauchiste. Bien sûr, Marcellin n'a pas attendu le feu vert du PCF pour commencer. Mais avec la caution de Marchais, il n'en aura que les coudées plus franches.

...qui risque de se retourner contre le P.C.F.

Mais il serait naïf et sot de penser que la répression restera longtemps « sélective » et limitée aux seuls milieux gauchistes.

Aux yeux du gouvernement, les gauchistes ne sont que les premières victimes, mais pas les principales. L'adversaire le plus important reste toujours le PCF, qui malgré sa politique de collaboration de classe, n'en demeure pas moins l'organisation ouvrière la plus importante et qui peut se révéler la plus gênante pour la bourgeoisie, comme la grève générale de mai-juin 1968 l'a bien montré.

D'ores et déjà, la répression a fait quelques « bavures » du côté des militants du PCF. Pour le moment, c'est encore peu de choses.

Mais l'attitude des dirigeants du PCF ne peut qu'encourager ce genre de « bavures », et à plus long terme l'apparition d'une répression ouverte anti-PCF.

A ce titre les discours de Marchais, l'appel à la répression anti-gauchiste, sont un mauvais coup porté contre les militants du propre parti de Georges Marchais.

Et il n'est d'ailleurs pas dit que les dirigeants du PCF puissent continuer à tenir bien longtemps le même langage sans entrer en contradiction avec la base du PCF. Il est difficile de continuer d'appeler à la répression lorsqu'on en devient soi-même victime.

A. VICTOR

LA MULTIPLICATION DES INTERPELLATIONS :

le gouvernement veut faire disparaître l'extrême-gauche

SELON le journal « Le Monde », le nombre des interpellations pour vente de journaux et distribution de tracts a plus que doublé à Paris par rapport à l'année dernière. Pendant les quatre derniers mois, de la fin novembre 1969 à la fin mars 1970, huit-cent-quatre-vingt-dix personnes ont été interpellées, ce qui correspond à une moyenne de sept interventions de la police tous les jours.

Un tel palmarès n'est pas à mettre à l'actif de l'esprit d'initiative des policiers, même si, dans bien des cas, ils se livrent avec un certain plaisir à la nouvelle occupation qui leur est fournie : la chasse aux gauchistes. En fait, c'est au niveau du gouvernement qu'il faut chercher l'origine de l'actuelle répression contre le mouvement révolutionnaire, répression dont les interpellations ne sont d'ailleurs qu'un seul aspect et qui se manifeste également par des arrestations, des perquisitions, des mises en détention préventive.

Pour inquiéter ainsi les gauchistes, pour entraver la diffusion de leurs idées, pour tenter d'intimider les militants, le gouvernement est allé rechercher, dans son arsenal juridique, les textes qui lui sont utiles.

Il avait déjà déterré, en juin 1968, un vieux décret-loi de 1936 visant les milices fascistes pour interdire 11 organisations révolutionnaires. Il utilise aujourd'hui une série de textes, dont la majorité avaient été promulgués avant le Front Populaire et étaient tombés en désuétude comme par exemple l'interdiction « aux vendeurs et distributeurs d'écrits, imprimés et dessins, de circuler ou de stationner en groupe, de stationner individuellement sur les points où ils pourraient gêner la circulation...» (ordonnance du 5 février 1929).

Ce faisant, le gouvernement ne se fixe pas pour objectif d'étouffer la liberté d'expression, du moins dans le sens que cette expression prend au sein d'une démocratie bourgeoise, où elle signifie essentiellement la liberté de discuter entre gens qui acceptent la règle du jeu. Ce que Marcellin et ses collègues contestent, ce qu'ils refusent, c'est la liberté politique pour les gauchistes. En s'arrangeant pour rendre « illégale » la vente d'un journal révolutionnaire ou la distribution d'un tract, c'est à l'existence même du mouvement gauchiste que l'on s'en prend.

Dans l'état actuel des choses, le gouvernement accomplit sa besogne dans le silence, quand ce n'est avec l'approbation des grandes centrales syndicales et de la plupart des formations politiques de la gauche. Le Parti Communiste Français va même jusqu'à « exiger » du gouvernement qu'il se montre plus efficace, comme l'a déclaré récemment Georges Marchais.

En aidant ainsi le gouvernement à les débarrasser du «danger gauchiste», les bureaucraties réformistes et staliniennes lui donnent cependant des verges avec lesquelles elles seront elles-mêmes battues. Les policiers qui pourchassent aujourd'hui les gauchistes se tourneront demain contre les syndicalistes ou les militants du PCF. Et les textes utilisés contre le mouvement révolutionnaire reviendront à leur destination première : entraver l'activité des syndicats et des partis de gauche. Dans une certaine mesure, ce processus est même déjà entamé, comme l'attestent les nombreuses brimades dont sont victimes les vendeurs de l'Humanité-Dimanche.

C'est pourquoi la lutte qui est entreprise à l'heure actuelle par le gouvernement contre les gauchistes ne saurait, en aucun cas, être un combat singulier entre le pouvoir et les gauchistes. Il concerne tout le mouvement ouvrier, toutes ses organisations.

François DELAIN.

les travailleurs immigrés, partie intégr

la catégorie la plus exploitée du prolétariat français

IL n'est malheureusement pas que les feuilles racistes pour propager des propos imbéciles sur « ces étrangers qui viennent manger notre pain ». De tels propos trouvent une certaine résonnance chez bien des travailleurs français. Résultat de l'emprise de l'idéologie bourgeoise sur la classe ouvrière, certes, emprise insuffisamment ou pas du tout combattue par les organisations ouvrières traditionnelles. Mais la méfiance à l'égard du travailleur émigré est encore alimentée par un vieux réflexe corporatiste, par la crainte que ces centaines de milliers de travailleurs soient autant de concurrents, « pesant » sur le marché du travail dans le sens d'une baisse des salaires et d'une augmentation du chômage.

De là à dire ou à laisser entendre qu'il est de l'intérêt des travailleurs français que l'immigration soit limitée, il n'y a qu'un pas que d'aucuns, qui ne se recrutent d'ailleurs pas nécessairement dans l'extrême droite, franchissent aisément.

« La France », elle, n'appartient qu'au capital et ni les prolétaires, ni l'argent n'ont de patrie. (Photo L.O.)

l'appel à la main d'œuvre immigrée : une tendance irréversible

Passons rapidement sur ceux qui, les plus bornés entre bornés, se contentent de répéter que les immigrés bénéficient de la « générosité de la France », viennent pour profiter, pêle-mêle, de la Sécurité sociale, des allocations familiales, des secours de chômage, de l'éducation gratuite pour leurs enfants, etc. Et tout cela, bien entendu, en travaillant le moins possible.

Or, alors que la population active française dépasse à peine 45 % de la population totale, les actifs immigrés représentent plus de 66 % du total des immigrés. Certes, la catégorie de « population active », comme toute catégorie dans les statistiques bourgeoises, est quelque chose de volontairement vague, en ce sens qu'elle ne renferme pas uniquement les travailleurs. Elle montre cependant que le pourcentage des jeunes qui n'ont pas encore, ou des vieux qui n'ont plus l'âge de travailler, celui des femmes sans activité professionnelle, etc., est nettement inférieur pour les immigrés que pour les « Français de souche ».

Autrement dit, les immigrés viennent en France dans leur écrasante majorité pour travailler.

Un deuxième chiffre établit plus clairement encore ce fait : alors que les immigrés ne représentent que 6 % environ de la population totale, les salariés immigrés atteignent 11 % du nombre total des salariés.

Il est une autre façon plus subtile et plus répandue de présenter les immigrés comme les bénéficiaire de « notre générosité ». C'est expliquer leur venue en France essentiellemnt, sinon exclusivemnt, par la misère qui règne dans leurs pays d'origine et qui, ne leur laissant le choix qu'entre mourir de faim ou émigrer, les pousse à « choisir » la deuxième solution. Le traditionnel « nous leur donnons du pain » devient alors « nous leur donnons du travail ».

Laissons pour l'instant de côté la responsabilité des pays impérialistes, dont la France, en ce qui concerne la misère et le sous-développement des pays d'émigration. Est-il vrai que les raisons de la migration de millions de personnes se trouvent uniquement dans les pays du départ ?

Certes, il faut toute la misère d'un pays sous-développé pour contraindre les travailleurs de ce pays à l'émigration. Mais ce n'est là qu'un des aspects du problème.

L'autre, symétrique, c'est que l'économie capitaliste française a un besoin vital des travailleurs immigrés.

Sur le chantier, c'est bien plus d'un travailleur sur deux qui est un immigré. (Photo L.O.)

On a beaucoup écrit sur le développement démographique insuffisant de la France. En raison de l'état stationnaire de la population active depuis bientôt 50 ans, l'appel à la main-d'œuvre étrangère a déjà une longue tradition en France.

Mais du point de vue des capitalistes, la situation a été encore aggravée sur ce plan depuis la guerre par le plein emploi pour ainsi dire constant. Non seulement il n'y avait pas « une armée industrielle de réserve » de millions de chômeurs permettant aux capitalistes de payer mal ceux qui travaillaient, mais le marché du travail était souvent dans l'impossibilité de fournir aux patrons la main-d'œuvre strictement nécessaire à l'extension de leurs affaires.

Sans travailleurs disponibles, pas d'expansion économique et pas ou peu de nouveau profit.

Puisqu'il n'y en avait pas assez sur le marché français, il fallait bien importer cette marchandise créatrice du profit : la force de travail.

Plus généralement, la façon concrète dont le problème se pose pour le capitalisme français, l'internationalisation du marché du travail n'est qu'un aspect de l'internationalisation du marché et, comme telle, c'est un phénomène irréversible.

la « spécialisation » des travailleurs immigrés

L'appel de l'économie capitaliste française au marché de travail extérieur n'a pas qu'un aspect quantitatif, il a aussi un aspect fonctionnel.

En effet, le besoin de travailleurs immigrés n'est pas le même dans tous les secteurs de l'économie, et surtout, il n'est pas le même pour tous les niveaux de qualification. Le travailleur immigré se retrouve généralement dans les secteurs où le travail est le plus pénible, avec la qualification la plus basse.

Deux phénomènes en particulier se conjuguent pour aboutir à ce résultat. D'abord, le fait que l'offre de la force de travail des travailleurs français soit inférieure à la demande de la part des capitalistes, permet aux premiers de choisir. Même si l'insuffisance de la formation professionnelle limite la possibilité d'accéder à une qualification, les ouvriers français ont au moins la possibilité de délaisser les travaux les plus pénibles et les plus salissants. C'est donc pour ces travaux que le besoin de travailleurs se fait le plus sentir.

Par ailleurs, l'ignorance de la langue, l'insuffisance, voire souvant l'inexistance de la formation la plus élémentaire ne permettent pas aux travailleurs immigrés d'accéder à d'autres postes que les moins qualifiés.

Il y a donc une véritable « spécialisation » des travailleurs immigrés.

D'abord par secteur d'économie.

Sur 100 travailleurs immigrés, 40 travaillent dans le bâtiment et les travaux publiques, 20 dans la métallurgie, 11 dans les services domestiques, 10 dans l'agriculture et 5 dans les mines (il reste 14 divers).

Ces proportions sont, de toute évidence, loin de se retrouver parmi les travailleurs français.

Il en résulte que si, comme nous l'avions dit, les travailleurs immigrés représentent 11 % des salariés en France, leur part dans les secteurs mentionnés ci-dessus est nettement plus importante, et parfois dominante.

Il n'existe malheureusement pour ainsi dire pas de statistiques sur la question. Il peut être cependant à peu près établi que les ouvriers immigrés représentent 20 % environ de l'ensemble des ouvriers dans la métallurgie, 35 % dans l'agriculture, 45 % dans les services domestiques, 50 % dans les travaux publiques - bâtiment et 70 % dans les mines ! Sans les travailleurs immigrés, certains des secteurs les plus importants de l'économie française ne pourraient pas fonctionner.

Cette « spécialisation » n'est pas seulement par secteur mais aussi, par qualification.

Dans ce domaine les statistiques sont quasi inexistantes. D'après les statistiques officielles datant de 1962, les emplois les moins qualifiés (manœuvres, OS, salariés agricoles représentaient 24 % de la population active totale en France, alors qu'ils atteignaient 42 % pour les travailleurs immigrés. Mais ces chiffres sont sans doute nettement en-dessous de la vérité, car ce sont en général les travailleurs immigrés les moins qualifiés qui échappent aux recensements. De plus, ces chiffres datent de 62 et depuis, les choses ont évolué.

En effet, parmi les immigrés arrivés depuis 1960, les manœuvres représentent 57 % et les OS 31 %, autrement dit, ces deux catégories constituent l'énorme majorité (88 %).

Si, sur l'ensemble des travailleurs immigrés en France, cette même proportion existait, — et nous n'en sommes peut-être pas loin — les immigrés constitueraient près de 2/3 de l'ensemble des manœuvres et plus de 20 % des OS.

Dores et déjà, manœuvre est en passe de devenir synonyme de travailleur immigré.

Il y a donc une tendance très nette à l'identification des travailleurs immigrés et des catégories les plus exploitées de la classe ouvrière. Accepter que le patronat renforce les barrière nationales, c'est accepter que l'on divise la classe ouvrière, que l'on coupe de la masse des travailleurs sa partie la plus pauvre et la plus exploitée.

Les travailleurs immigrés ne sont pas en « surplus ». Ils représentent une partie essentielle du prolétariat français. Aucune organisation ne peut se prétendre révolutionnaire, ni même représenter les intérêts des ouvriers en général, si elle ne consacre pas une partie de ses forces au travail en direction des travailleurs immigrés.

Georges KALDY.

ante de la classe ouvrière française

exploitation capitaliste et exploitation impérialiste

LE mode de vie des travailleurs immigrés varie évidemment beaucoup selon les nationalités, et les individus considérés. Mais il est cependant intéressant de distinguer deux grands cas types, bien différents l'un de l'autre : celui du travailleur étranger qui, marié ou célibataire, est venu seul vivre en France, et envoie régulièrement une partie importante de son salaire au pays pour aider les siens, et celui de l'immigré qui est venu se fixer avec femme et enfants.

Si l'immigration constitue, par définition, une situation traumatisante, le premier cas représente évidemment un mode de vie infiniment plus anormal encore.

Qu'ils soient restés au pays, ou venus en France, c'est de toute manière pour la femme et les enfants qu'il a fallu quitter le soleil du Portugal.

Photo L.O.

Aucune statistique, du moins à notre connaissance, ne s'est préoccupée de dénombrer quelle fraction du prolétariat immigré en France vivait dans ces conditions. Mais on peut cependant en avoir une idée approchée en comparant, pour chaque nationalité, le nombre des hommes et des femmes immigrés, car si les mariages mixtes existent, ils sont loin d'être la règle.

Cette comparaison montre, ce qui était prévisible, que l'immigration sans la famille est surtout le fait des couches les plus récentes de la main-d'œuvre étrangère en France, provenant de pays dont l'économie est encore plus sous-développée.

C'est ainsi que si l'on considère l'immigration polonaise, le cas type de l'immigration d'avant la Seconde Guerre mondiale, on voit que la population féminine représente la moitié du total (65.960 pour 131.280, d'après une statistique de l'I.N.S.E.E.), ce qui correspond sensiblement à la même proportion que dans la population française proprement dite. Dans l'immigration italienne, elle aussi installée en France, du moins en partie, de longue date, la proportion des femmes est encore assez élevée puisqu'elle dépasse 44 %.

Mais si l'on considère des immigrations plus jeunes, comme l'immigration marocaine, qui a plus que doublé entre 1962 et 1968, ou l'immigration portugaise qui s'est multipliée par six durant la même période, on voit que les chiffres sont très différents, la proportion des femmes n'étant plus que de 35 % dans la population portugaise vivant en France, et que de 22 % dans la population marocaine. (Et encore, ces chiffres dans lesquels entrent les enfants des couples vivant en France sous-estiment-ils la situation réelle.)

Les statistiques sont complètement muettes en ce qui concerne les travailleurs noirs de l'Afrique occidentale, qui semblent ne pas exister, du moins de ce point de vue, pour les autorités françaises. Mais il est certain que le phénomène est encore plus important chez eux, la quasi-totalité de l'immigration étant masculine.

Indépendamment de ce que signifie ce mode de vie pour les individus, il représente un phénomène économique non négligeable, car en y regardant de près, on s'aperçoit que toute une partie de la population de certains pays sous-développés ne vit que grâce aux mandats qui proviennent régulièrement des hommes travaillant en France.

Là encore, les statistiques sont très discrètes, cet aspect de la situation n'intéressant que très médiocrement la bourgeoisie française.

Mais pour voir l'importance que ce phénomène peut revêtir dans certains pays, il suffit de prendre par exemple le cas de l'Algérie. L'immigration algérienne en France est forte de plus de 500.000 personnes (soit environ 5 % de la population totale de l'Algérie), et près de la moitié en est constitué par des salariés. Comme la proportion de femmes adultes par rapport aux hommes adultes est d'environ 1 pour 5, on peut admettre qu'environ 200.000 travailleurs algériens n'ont aucune famille en France, et envoient une partie importante de leur paie au pays. L'édition 1967 de « Quid » estimait que le nombre d'Algériens vivant grâce aux subsides ainsi reçus de France était voisin de deux millions (c'est-à-dire du cinquième de la population totale).

Et si nous avons cité l'Algérie, ce n'est pas parce que c'est le cas le plus démonstratif. C'est seulement parce que l'on peut trouver un certain nombre de chiffres s'y rapportant. Mais la situation doit être plus frappante encore, de ce point de vue, dans la plupart des pays d'Afrique noire qui sont le siège d'une émigration importante.

Cet état de fait illustre bien la situation économique sans issue — du moins dans le monde impérialiste — dans laquelle les pays ex-coloniaux et semi-coloniaux ont été placés du fait de l'exploitation éhontée dont ils ont été, et dont ils sont toujours victimes de la part des pays capitalistes avancés.

Toutes les richesses accumulées par cette exploitation pendant des décennies ont quitté leurs pays d'origine pour se retrouver investies dans les métropoles impérialistes sous forme de moyens de productions, d'usines, de machines ou de barrages.

Aujourd'hui, pour faire fonctionner ces moyens de production, la bourgeoisie impérialiste a de plus en plus besoin de faire appel à de la main-d'œuvre provenant des pays qu'elle a pillés (et qu'elle pille encore, par ailleurs). Mais si pour la bourgeoisie impérialiste cela signifie de nouveaux profits, pour les peuples des pays économiquement arriérés, cela signifie, dans le meilleur des cas, le moyen de survivre tant bien que mal, mais en aucun cas le moyen de sortir de la misère et du sous-développement créés par l'exploitation impérialiste.

Si, pour la presse de droite, et les petits bourgeois réactionnaires, les travailleurs immigrés viennent « manger notre pain » et « profiter de nos largesses », la réalité économique est bien différente. C'est au contraire l'impérialisme — et dans le cas qui nous concerne l'impérialisme français — qui continue à s'enrichir à la fois sur le dos des pays sous-développés qui en sont réduits à exporter leur main-d'œuvre, et sur le dos de cette main-d'œuvre immigrée. Et si des millions d'hommes, de femmes et d'enfants, dans bien des pays, vivent grâce aux mandats reçus de France, cela n'est pas dû à la générosité des patrons français, mais aux sacrifices moraux et matériels que s'imposent les travailleurs immigrés.

François DUBURG

lutte ouvrière
organise

le mardi 14 avril à 20 h 30

dans la grande salle
de la mutualité
24, rue Saint-Victor — Paris-V^e^

une réunion publique sur le thème

les travailleurs immigrés
partie intégrante de la
classe ouvrière française

Paris, ce n'est la tour Eiffel que sur un foulard en soie artificielle. Pour le reste, c'est la misère du bidonville. (Photo L.O.)

revue de la presse d'extrême-gauche

ETATS-UNIS

THE MILITANT

Published in the interests of the Working People

Vol. 33 - No. 38 Friday, September 26, 1969 Price 15c

(Hebdomadaire du Socialist Workers Party - IVe Internationale.)

La semaine dernière, nous avons publié des extraits d' « International Socialist ». Les camarades d'I.S. soutiennent que le mouvement aux U.S.A. contre la guerre du Vietnam est dans une impasse. Ils préconisent de l'orienter prioritairement vers la classe ouvrière et de mettre en avant un programme de revendications ouvrières.

« The Militant » critique cette position dans son numéro du 20 février dans un article intitulé « L'action de masse contre la guerre est encore la clé ». En voici des passages :

« La position d'I.S. est complète-
« ment fausse et doit être rejetée
« (...). Leur approche est basée sur
« l'idée que « l'opposition de la classe
« ouvrière à la guerre est causée en
« premier par les effets de la guer-
« re », tels que l'inflation, les im-
« pôts, etc. Ainsi, contrairement aux
« étudiants, les ouvriers ne s'oppo-
« seraient pas à la guerre en elle-
« même et ne pourraient se sentir
« concernés par la revendication du
« retrait immédiat des troupes. Cela
« n'a aucun sens.

« Pratiquement tous ceux qui s'op-
« posent à la guerre ont une multitu-
« de raisons de le faire. Des mil-
« lions de gens, y compris des ou-
« vriers, sont contre la guerre, parce
« qu'elle est immorale (...). D'autres
« sont surtout touchés par l'inflation
« les impôts... Et ce qui touche à peu
« près tout le monde, c'est le nombre
« croissant de GIs tués ou blessés.
« C'est cela la base essentielle pour
« un soutien massif à la revendication
« du retrait immédiat des troupes ».

Plus loin, « The militant » poursuit :

« Quand on va un peu au-delà de
« toute cette rhétorique sur la né-
« cessité d'aller « vers la classe ou-
« vrière », on trouve la véritable es-
« sence de la proposition d'I.S. : la
« transformation du mouvement con-
« tre la guerre en un parti politi-
« que... ».

« Le mouvement contre la guerre
« est un mouvement d'action qui dé-
« fend sa revendication de « retrait
« immédiat » en organisant des mani-
« festations de masse sur lesquelles
« tout le monde peut se mettre d'ac-
« cord, malgré de nombreuses diffé-
« rences qui nous séparent... ».

« Si le mouvement contre la guerre
« adoptait le cours proposé par l'I.S.,
« le résultat serait désastreux (...) :
« il détruirait notre unité effective à
« propos de la seule question sur la-
« quelle il y a un réel accord : la
« nécessité de lutter pour le retrait
« immédiat des troupes par des ac-
« tions de masse dans les rues ».

FRANCE

tribune socialiste PSU

N° 447 - 26 mars 1970

Dans l'éditorial de ce numéro, après avoir défini « la stratégie du grand capital pour conserver la haute main sur notre société et la tactique de l'Etat pour l'y aider », stratégie et tactique qui s'inscrivent dans les projets du VIe Plan, J. Malterre définit ainsi les tâches du mouvement socialiste qui en découlent.

... Il doit se battre sur deux fronts pour ne pas laisser de repos à l'adversaire de classe. Sur le front des entreprises, la force des travailleurs doit s'affirmer chaque jour face à l'autorité du capital, elle doit s'affirmer comme un pouvoir grandissant qui met en cause aussi bien la répartition des revenus de l'entreprise que l'organisation du travail et finalement les choix économiques du patronat.

Mais en même temps la classe ouvrière doit sortir de l'entreprise et engager avec tous les habitants des villes et des campagnes un combat contre la spéculation, et pour la transformation du cadre de vie. Comme les classes dirigeantes ne peuvent satisfaire les exigences matérielles des travailleurs dans l'entreprise sans sacrifier leurs besoins hors de l'entreprise et vice-versa (sauf à abandonner leurs privilèges et leurs méthodes de développement économique !) il faut donc tenir solidement les deux fronts et refermer sur eux la tenaille des luttes populaires.

A cette stratégie il faut donner des objectifs précis pour les toutes prochaines années ; il faut, sur la base des expériences et des enquêtes, déterminer les revendications les plus percutantes. Celles qui en même temps entraînent le passage à l'action de très nombreux groupes et provoquent les plus grosses difficultés chez l'adversaire. Voilà la tâche du prochain conseil national que d'ores et déjà tous les membres du parti doivent prendre en charge.

Le contenu de cette plate-forme d'action révolutionnaire doit être en même temps discuté avec tous les groupes révolutionnaires. C'est le sens de la décision prise par la dernière réunion de la Direction politique nationale.

Mais c'est également notre réponse à la proposition répétée du Parti communiste français de programme commun. Le plus urgent est bien à nos yeux de savoir comment mettre en difficulté le pouvoir sur le terrain de la production, de l'Université, du développement urbain ; quelles tactiques adopter dans chaque cas et quelle liaison il faut établir entre tous ces terrains pour rendre plus efficace notre lutte.

Il ne peut y avoir en effet des domaines où l'on accepte de participer et de gérer, et d'autres où l'on refuse les pièges du pouvoir. Il faut se demander, par exemple, dans le contexte de la politique du VIe Plan, ce que peut être la pratique de municipalités « progressistes ». Doivent-elles assumer la responsabilité de la stagnation des équipements collectifs et « couvrir » la spéculation générale ? ou peuvent-elles devenir des centres de contestation ? Faute d'une réponse claire à cette question, toute recherche de mandats serait ambiguë et « a fortiori » toute alliance équivoque... et condamnable.

L'HUMANITÉ rouge

N° 53 - 26 mars 1970

Dans son éditorial, intitulé « conquérir la confiance des travailleurs », l'H.R. définit ainsi son rôle dans la lutte des classes :

Depuis plus d'un an maintenant, l' « Humanité Rouge » s'est faite le porte-parole des militants ouvriers d'avant-garde, popularisant leurs luttes, et s'efforçant d'en tirer des enseignements valables pour l'ensemble du mouvement ouvrier.

....

En Mai 68, beaucoup de travailleurs tenaient pour acquis l'effrondrement rapide des bonzes à la Séguy-Descamps-Bergeron et de leurs appareils. Aujourd'hui, découragés par la solidité apparente de ces appareils, écœurés de voir les mêmes bonzes pérorer et se pavaner à l'ORTF, certains d'entre eux ont parfois tendance à jeter le manche après la cognée et à se dire que : « Les ouvriers ne comprendront jamais ».

....

Dans cette situation, la position des marxistes-léninistes est dépourvue de toute ambiguïté.

Pour eux, l'important est ce qui naît et se développe, et non ce qui dépérit et meurt. Dans le mouvement ouvrier, ce qui naît et se développe actuellement, ce sont les idées révolutionnaires, l'aspiration à une centrale syndicale unitaire et révolutionnaire, rassemblant l'immense majorité des travailleurs pour l'assaut final contre les monopoles. Ces idées, cette aspiration, les marxistes-léninistes les considèrent comme justes et se fixent comme but de les faire passer dans la réalité, dans les meilleurs délais possibles.

Le réformisme, le révisionnisme disposent d'appareils syndicaux puissants, d'une armée de permanents et de semi-permanents payés le plus souvent par la bourgeoisie (soit directement comme à la S.N.C.F., soit par divers biais légaux). Les dirigeants réformistes et révisionnistes sont aujourd'hui comme en 1920 ce que Lénine appelait « les véritables agents de la bourgeoisie, les commis ouvriers de la classe des capitalistes ».

Préface à l'Edition Française de « l'Impérialisme, stade suprême du Capitalisme. »

C'est pourquoi ils disposent également de l'appareil de propagande de l'Etat des monopoles, chaque fois que ce dernier le juge nécessaire.

Ils disposent enfin d'un capital de confiance, certes amoindri, mais encore considérable, notamment grâce au dévouement de nombreux militants syndicaux de la base, honnêtes mais non encore démystifiés. Mais réformisme et révisionnisme, puissants en apparence, sont faibles en réalité, et la théorie du tigre de papier leur est applicable à 100 %.

Face à leurs appareils, en effet, les militants ouvriers révolutionnaires peuvent paraître peu nombreux, encore que leur nombre s'accroisse sans cesse.

Ces militants ne disposent, bien évidemment d'aucune des « facilités » consenties aux bonzes « intégrés » par la bourgeoisie. Ils doivent faire face à la triple répression policière, patronale et révisionniste. C'est pourquoi ils ne doivent pas prendre leurs désirs pour des réalités et croire que leurs luttes seront promptement victorieuses.

Cependant, leur victoire est inéluctable, parce qu'ils luttent pour des idées justes. C'est en ce sens qu'à terme, ils sont la force qui rassemblera les larges masses populaires pour l'assaut final contre le capitalisme exploiteur.

Mais encore faut-il qu'ils conquièrent la confiance de l'immense majorité des travailleurs. Et cette confiance, ils ne pourront la conquérir uniquement par de grandes phrases sur le socialisme, hors de toute action concrète pour l'aboutissement des revendications immédiates de la classe ouvrière.

....

C'est le rôle de l'H.R. de populariser les expériences positives, de faire le bilan des actions au fur et à mesure de leur développement, et d'aider les militants de l'avant-garde à allier la vérité universelle du marxisme-léninisme à la pratique concrète de la lutte révolutionnaire dans les usines. les chantiers, les magasins, bref sur les lieux même où les travailleurs et le capital s'affrontent classe contre classe.

INFORMATIONS OUVRIÈRES

Sous le titre : « Ouvriers, étudiants, paysans cherchent la voie de l'action, pour que l'avant-garde s'y prépare : faire le point », I.O. écrit :

« Tant que la classe n'est pas acculée à engager le combat, ce sont les illusions qui dominent : elles nourrissent les courants à direction stalinienne qui distillent la folle espérance selon laquelle, en s'en remettant à l'union des forces de gauche il serait possible d'éviter le choc. Mais, dès lors que la classe engage le combat — comme ce fut déjà le cas à la Sécurité sociale, en médecine ou dans l'affaire des langues —, alors c'est la volonté des travailleurs et des jeunes, nourrie de toute l'expérience de la grève générale, de contrôler leur propre mouvement et de le mener à son terme qui reprend le dessus, et les conduit à se heurter à l'appareil.

Néanmoins, ceci étant dit, il serait parfaitement faux d'en tirer une quelconque conclusion « objectiviste » quant aux développements prochains de la lutte de classe. Ce n'est pas le mouvement de la classe elle-même qui lui permettra de balayer l'obstacle interne que constitue pour elle l'appareil stalinien. Le mouvement de la classe l'amène au heurt avec l'appareil d'Etat. Si l'avant-garde ouvrière ne parvient pas à armer la classe et à s'armer elle-même pour surmonter l'obstacle du stalinisme, alors, dans ce choc, ce sera la défaite. Et c'est sous cet angle, le plus important pour les militants qui s'expriment dans Informations Ouvrières, *qu'il est capital de tirer les leçons des élections dans l'UNEF et au B.N. du S.N.I. sur lesquelles nous reviendrons dans notre prochain numéro.*

Oui, l'appareil peut être mis en échec pour peu que l'avant-garde sache lui opposer, dans le combat, par le combat, des réponses politiques, une orientation nationale, et non pas seulement des mots d'ordre décousus sur tel ou tel point de détail. Telle est la principale leçon de la bataille qui vient de s'ouvrir dans l'UNEF.

En milieu étudiant, les combats sont proches. Ils ne peuvent manquer de s'engager dès le troisième trimestre, en raison même de la proximité de l'échéance des examens. Dans l'invraisemblable désordre créé et délibérément entretenu par le gouvernement, ils peuvent prendre, ils prendront une ampleur inégalée. Les étudiants ont voté pour conserver l'arme qui leur est indispensable pour gagner : un syndicat uni. Ils ont voté pour l'unité de l'UNEF. Ils ont repoussé dans leur majorité les entreprises des scissionnistes. Ils ont largement approuvé les solutions des militants qui, en milieu étudiant, combattent pour le Front unique ouvrier. Ils ont sanctionné l'attitude abstentionniste de groupes comme l'Humanité Rouge, et la désertion du syndicat pratiquée par la Ligue communiste. Si, pour une partie d'entre eux, ils ont approuvé l'UNEF-Renouveau, c'est en raison directe du bilan de faillite présenté par le bureau sortant à direction P.S.U. dont les manœuvres bureaucratiques, l'absence totale d'activité, sans même parler de son inqualifiable attitude dans la grève des langues ont été sanctionnées par les étudiants. »

LUTTE OUVRIERE

après l'émission «à armes égales»

le ministre des Finances et... l'art de présenter la réalité

L'EMISSION de télévision de mardi 18 mars « A armes égales », qui opposait Giscard d'Estaing et J.-J. Servan Schreiber, n'a été qu'un début dans le combat polémique que se sont livré l'actuel ministre des Finances et un prétendant au pouvoir qui commence sa campagne bien avant l'heure.

A ma gauche : J.-J. Servan Schreiber... (A.F.P.)

Parmi les coups portés par l'opposant Servan Schreiber, il en est un qui a particulièrement fait frémir le public, c'est celui, sensible ô combien, concernant la fiscalité.

D'après le secrétaire du parti radical, un contribuable marié, père de deux enfants, ayant un revenu de 30.000 francs par an paye 2.290 F d'impôts alors qu'un ménage semblable ayant le même revenu sous forme de dividendes d'actions, non seulement ne paie rien, mais se voit en plus reverser au titre de restitution sur crédit d'impôts une somme de 1.946 F.

Le ministre des Finances, de toute son énergie, essaye de parer un coup aussi funeste qui pourrait mettre la grande masse des salariés imposés du mauvais côté. D'après lui, l'impôt des dividendes sur les actions est déjà retenu à la source. Pour lui, 30.000 F de revenus, cela se décompose en 20.000 F de dividendes et 10.000 F d'avoir fiscal. Et de dire, pour prouver que l'avoir fiscal est bien du dividende, que « s'il n'est pas utilisé pour acquitter un impôt il est remboursé ». M. Giscard d'Estaing se garde bien d'expliquer à la grande masse de tous ceux que cette émission télévisée a pour le moins intrigués, d'où vient et ce qu'est « l'avoir fiscal ».

« France-Soir », dans un article de Gabriel Fargas du 21 mars 1970, qui reflète bien l'embarras des spécialistes et des politiques dans cette « affaire », s'en tire par une pirouette : « **... La vérité nous le savons depuis longtemps est une chose trop subtile pour que nous la puissions toucher exactement** ». Mais, rappelant que le système fiscal découle de la loi du 12 juillet 1965, « France-Soir » précise : « **A l'approche du Marché commun, le gouvernement avait voulu accroître les ressources des entreprises sans diminuer l'impôt sur les bénéfices des sociétés, tout en améliorant la rémunération de l'épargne investie en valeurs mobilières (actions). L'impôt sur les sociétés est fixé à 50 % des bénéfices nets. L'actionnaire touche donc un dividende amputé de moitié et sur ce qu'il lui reste, il paye l'impôt sur le revenu. En instituant le « crédit d'impôt » qui est égal à la moitié du dividende, les pouvoirs publics ont donc réduit l'impôt sur les bénéfices distribués et atténué les effets d'une double perception.** »

Quelle que soit la façon dont le ministre des Finances présente la réalité, il n'en reste pas moins que si les capitalistes voient leurs impôts s'alléger, les salariés, eux, n'ont pas cessé de les voir croître. Un salaire, ce n'est pourtant pas un revenu. Mais ce sont les salariés qui payent l'essentiel de l'impôt sur le revenu alors que ceux qui ont de vrais revenus n'en payent pratiquement pas. Les arguties de Giscard d'Estaing n'effaceront pas le cuisant sentiment d'injustice que cette réalité suscite dans la population.

...à ma droite : V. Giscard d'Estaing. (A.F.P.)

encore Baumel

Une fonction purement décorative... c'est réussi ! (Photo UPI)

BAUMEL a, dans ce régime, une fonction purement décorative. Secrétaire d'Etat à l'information, il est censé « dialoguer » avec l'opinion publique, et justifier la politique du gouvernement. Tâche ingrate, reconnaissons-le, dont il se tire comme il peut, c'est-à-dire assez mal.

Personne, dans ces conditions, n'a envie de prendre les propos de M. Baumel au sérieux. Mais on aurait pourtant tort, parfois, de ne pas le faire, car pour être maladroits, ils n'en sont pas moins parfois fort intéressants.

C'est ainsi que le lundi 23 mars, sur l'antenne d'Europe numéro 1, au cours d'une déclaration sur les barrages établis par les routiers, M. le Secrétaire d'Etat à l'Information s'est laissé aller à déclarer, sans plus de façons : « qu'on ne pouvait empêcher les automobilistes bloqués sur les routes de s'en prendre aux routiers ».

Autrement dit, que s'il se trouvait des individus pour faire cela, ils pouvaient d'avance être assurés de la bienveillante compréhension du gouvernement. Et qu'on souhaitait même en haut-lieu qu'ils se manifestent. Un appel à l'action « civique » pour tout dire.

Il s'agit là incontestablement d'une incitation à la violence, au meurtre, même, car on ne sait jamais où ces choses-là peuvent finir. De toute manière, d'un délit caractérisé.

Nous espérons donc que M. Marcellin, fidèle comme toujours à son devoir, va s'empresser de libérer Jean-Pierre Le Dantec, responsable de publication de *la Cause du Peuple* qui, quoi qu'on puisse lui reprocher, ne s'est jamais exprimé que dans une feuille au tirage restreint, et d'expédier son collègue Baumel, coupable d'avoir incité des millions d'automobilistes à la violence, dans la cellule ainsi rendue disponible.

En tout état de cause, les auditeurs des radios nationales et périphériques lui en garderaient une reconnaissance éternelle.

quand la R.A.T.P. applique le tarif unique

CETTE année, le Salon des Arts Ménagers comporte une attraction supplémentaire, le R.E.R.

Des milliers de parisiens ont été heureux de l'emprunter à l'aller, mais au retour l'indignation, la colère ou simplement la stupéfaction distrayaient largement du paysage.

En effet, l'aller (Etoile-Défense) coûte 1 F. Alors, au retour et en toute logique, les usagers se présentaient au guichet « avec l'appoint », mais se voyaient réclamer 1,70 F pour le même trajet (Défense-Etoile). Des affiches de la R.A.T.P. expliquaient bien que ce prix comprenait également le droit de circuler dans toute l'enceinte du métro parisien, la préposée du guichet avait bien rajouté 2 affichettes à la main confirmant ce droit. Mais ceux qui voulaient tout simplement se rendre à l'Etoile et ne voulaient pas terminer leur journée par une promenade nocturne dans le métro se sentaient lésés, ou plus exactement volés.

Mais voilà, à Etoile, la sortie du Réseau Express n'est pas indépendante, elle débouche sur les couloirs du métro pas express. On a bien prévu un contrôle automatique, des tickets à l'entrée du R.E.R. et un second contrôle, aussi automatique, à la sortie (conservez vos tickets, etc., disent toutes les affiches), mais l'administration n'a pas prévu le cas où les usagers ne voudraient pas aller au-delà de l'Etoile !

Alors où qu'on aille, c'est le même prix et le prix fort, voilà ce que la R.A.T.P. entend certainement par le tarif unique...

publicité T.V.

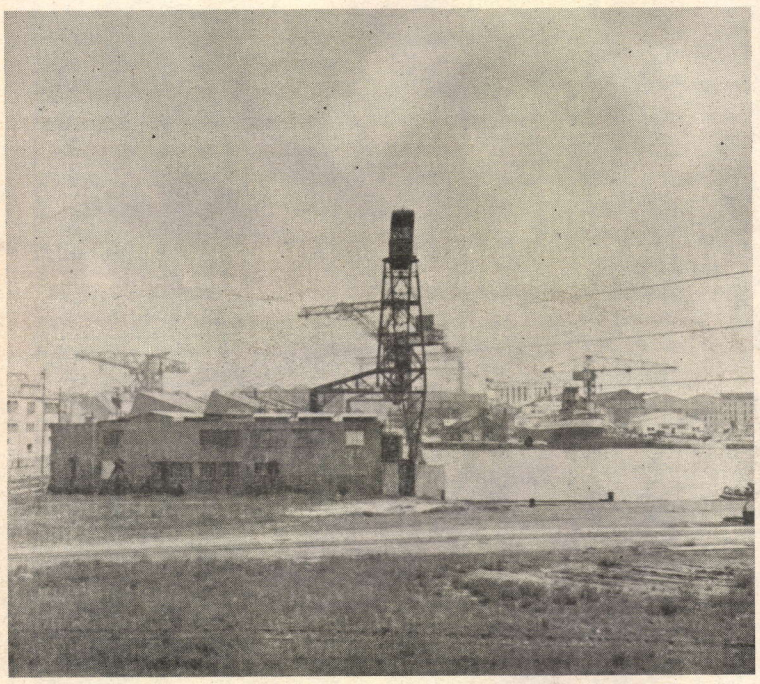
Il y a dix-huit mois, la publicité de marques était introduite à la télévision. A cette occasion, la régie française de publicité a présenté un bilan de ses activités : en 1969, la publicité télévisée représentait 4,5 % du marché publicitaire et cette année elle en fera 7,5 % ; le nombre d'annonceurs va passer de 180 à 300.

Ainsi, pour l'O.R.T.F., les affaires marchent bien. Mais pas pour les auditeurs qu'on se propose d'assommer de plus en ***plus avec divers messages publicitaires.***

Pourtant, on continue toujours à payer la redevance sur les divers récepteurs, alors que cette redevance n'avait comme seule justification que le caractère non commercial de l'O.R.T.F., caractère qui n'existe plus aujourd'hui. Une façon de plus pour l'Etat de nous extorquer de l'argent.

AUX CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE (St-Nazaire)

un bloc de 100 tonnes écrase deux travailleurs



(Photo L.O.)

QUINZE jours après la mort d'un tourneur dans un atelier des Chantiers de l'Atlantique, un nouvel accident faisait 2 victimes, le 19 mars dernier : deux jeunes travailleurs étaient écrasés par un élément de 100 tonnes, se détachant d'un navire en construction.

Dans la grande cale des Chantiers, la cale Jean-Bart, l'arrière du pétrolier de 223.000 tonnes destiné à l'armateur Onassis est en construction. Le 18 mars au soir, l'élément de 100 tonnes, entièrement en surplomb par rapport au corps du navire, était mis en place à l'aide du grand portique et « agrafé » en attendant la soudure du lendemain. Le 19, à 8 h 15, 15 minutes après l'embauche, il se détachait et s'écrasait 20 m plus bas.

C'est véritablement un miracle qu'il n'ait tué que deux travailleurs. Quinze minutes plus tôt, des travailleurs qui embauchaient, empruntaient pour accéder au navire, l'échelle de coupé, située sous l'élément, tandis qu'une cinquantaine d'autres attendaient au pied de cette même échelle.

A l'heure actuelle, les nombreux accidents mortels qui surviennent aux Chantiers de l'Atlantique, sont le tribut que payent les ouvriers à la politique patronale. L'insécurité permanente va de pair avec l'accroissement de la productivité que la direction cherche à imposer par tous les moyens : contrôles multiples, pressions de tout genre sur les travailleurs pour faire accélérer les cadences (lettres et convocations individuelles, menaces, remarques incessantes, etc.), déplacements perpétuels d'un poste à un autre, augmentant les risques d'accident, etc. Dans le cas présent, la responsabilité de la direction est accablante : c'est elle qui fait établir des plannings d'utilisation du portique tels que les blocs doivent être lâchés sans l'assurance qu'ils sont effectivement stabilisés (pour être rentable, le portique ne peut être utilisé plus de temps que prévu à supporter un élément). C'est elle encore qui fait amener les coupés d'accès sur les blocs à peine ceux-ci mis en place (ces échelles permettent un accès plus rapide au navire).

La nouvelle de la catastrophe se répandait rapidement non seulement dans tout le Chantier et Babcock, qui cessaient le travail pour la matinée, mais aussi dans toute la ville.

La direction a alors fait des promesses au lendemain de l'accident, en ce qui concerne la sécurité, mais les travailleurs des Chantiers, ont payé cher pour savoir qu'ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes pour en faire respecter les règles les plus élémentaires.

Correspondant L.O.

AU «MAMMOUTH» (Montbeliard)

des conditions de travail préhistoriques

LE supermagasin « Mammouth » qui existe dans le pays de Montbéliard depuis le mois de septembre 69 a organisé une semaine publicitaire du 8 au 14 mars.

Pendant deux jours, tout spécialement, ce fut un véritable festival à l'américaine. Sur l'immense parking se sont succédés différents spectacles : majorettes, fanfares, musiques folkloriques, Suisses, Allemandes, etc.

Bref, tout pour réjouir l'œil et pousser le client à la consommation, par des prix « réduits », des étalages alléchants, un vrai prodige ! d'autant plus que la direction offrait à tout client acheteur de 80 F de marchandise, 2 repas gratuits (chaque repas valant normalement 6 F).

Cette opération connut un franc succès, auprès du public. Mais il y a l'envers du décor.

Tout le personnel fut mis à contribution, et ce qui signifia publicité pour la Direction, signifia sur-travail pour les employés.

Ainsi au restaurant, où la semaine « normale » est de 48 h (3 h payant le repas de midi et du soir), le personnel travailla 10 h et plus par jour et les caissières, en particulier firent des journées d'au moins 13 h.

Le rythme de travail fut épuisant, du fait de l'afflux des clients, et pour le personnel ce fut des jours de dure fatigue.

Les employés demandèrent soit une prime, soit le paiement des heures supplémentaires. Car il faut dire que d'ordinaire elles ne sont pas payées. La Direction dit bien qu'elle préfère les faire récupérer, mais c'est rarement fait.

Quand on paie ses ouvriers au S.M.I.G., pourquoi se soucier des heures supplémentaires, cela diminuerait les profits, et la Direction en prend à son aise avec le personnel.

La main-d'œuvre est très instable. Elle est constituée en grande partie par des jeunes gens et des jeunes filles venant ici en attendant de trouver quelque chose de plus rémunérateur, ou encore par des ouvriers travaillant là après la journée d'usine. Et puis la Direction essaie d'embaucher le moins de monde possible. Alors les heures supplémentaires s'accumulent, ne peuvent pratiquement plus être récupérées (tout roulement devenant impossible) et toute compensation est refusée au mépris des droits des travailleurs.

Par ailleurs, la Direction s'offre le luxe de renvoyer des employés pour le motif le plus futile, et lors des tentatives répétées pour créer un syndicat, ceux qui en avaient pris l'initiative ont été renvoyés.

Le mécontentement est donc grand au « Mammouth », et dans les coulisses on dit que si le « Mammouth écrase les prix » (c'est son slogan), il écrase aussi les employés.

Correspondant L.O.

Pour les employés, le « libre-service » ne signifie pas la fin de l'exploitation. (Photo L.O.)

A L'ASSISTANCE PUBLIQUE

le bénévolat : une bonne opération en perspective

LE bénévolat semble avoir provoqué, dans nombre d'hôpitaux des réactions de refus.

Des réunions syndicales et des réunions du personnel se sont tenues, des tracts ont été diffusés...

Car ce bénévolat, c'est le moyen détourné qu'utilise l'Assistance Publique pour faire accepter du personnel payé au rabais, sans statut de fonctionnaire.

Et la manière dont elle peut introduire ces formes de « bénévolat » c'est, dans un premier temps, par exemple, en employant des infirmières de la Croix Rouge dont la différence de paie avec celles pratiquées à l'A.P. est importante. Elle peut aussi, sous le couvert de « l'Accueil » embaucher, au lieu du personnel administratif, des étudiants ou du personnel à mi-temps aux admissions et aux renseignements. Elle peut également embaucher dans les labos de recherche un personnel payé par des organismes privés (elle le fait à Lariboisière et à Necker). Elle peut enfin utiliser des militaires à 50 centimes par jour dans tous les services, au titre du bénévolat.

Et ces exemples que l'on peut voir facilement, ne sont pas les seules choses dont l'administration est capable.

Car dès maintenant elle a commencé cette embauche en mettant 30 postes au concours de titularisation des laborantines pour toute l'Assistance Publique. Les autres, celles qui n'auront pas été élues, feront le travail en se serrant la ceinture et en craignant qu'on ne renouvelle pas leur contrat !

Contre l'instauration du bénévolat et contre l'introduction des contractuels, nous devons dans chaque service, dans chaque catégorie, dès maintenant discuter des moyens à mettre en service pour faire échec à l'administration, car il sera trop tard pour l'empêcher si nous n'avons rien prévu à l'avance.

(Extrait du bulletin L.O. Assistance Publique)

Dans bien des hôpitaux français, les « braves » Sœurs constituent déjà un moyen de pression sur les employées salariées.

un chef très social !

AU Phénix, (Assurances Générales de France), les femmes enceintes ont le droit de sortir 1/4 d'heure plus tôt le soir et elles peuvent venir 1/4 d'heure plus tard le matin... Selon l'appréciation du chef de service.

Une jeune femme ayant demandé à son chef de bénéficier de ce droit, celui-ci lui répondit qu'il ne pouvait pas en prendre la responsabilité, et qu'elle devrait s'adresser à la Direction.

La jeune femme fit une lettre à la direction, et la remit aux délégués, qui la donnèrent aux Directeurs.

La demande fut acceptée. Mais le chef apprit que son employée était allée voir les délégués. Lorsque celle-ci, demanda ensuite à son chef de lui faire la carte de sortie nécessaire pour bénéficier de cette autorisation, celui-ci lui rétorqua : « Vous avez voulu passer par l'intermédiaire des syndicats, et bien continuez par les syndicats, je ne vous ferai pas de carte de sortie ».

La jeune femme retourna voir les délégués. Ceux-ci demandèrent audience à la direction...

Après une nouvelle entrevue, les représentants de la direction « s'étonnèrent » du refus du chef de service. Celui-ci fut appelé au bureau des « Relations Sociales » et fut bien obligé de donner sa permission pour la sortie anticipée.

Les délégués profitèrent d'ailleurs de cette réunion pour régler le cas d'une jeune femme seule, mère de 2 enfants, qui avait dû s'absenter 2 matinées et que son chef voulait faire récupérer, le matin, le midi et le soir en demi-heure !

Les délégués obtinrent le paiement intégral de la journée.

Correspondant L.O.

A INTERTECHNIQUE (Plaisir)

quand la Direction tente de réduire le droit des délégués

DEPUIS 2 mois, la Direction d'Intertechnique cherche à freiner l'activité de délégués, trop actifs à son goût.

La première tentative consista à limiter l'attribution des carnets de bons de délégation. Pour cela, il lui suffit de confier ces carnets aux chefs de service, bien souvent absents au moment où il était nécessaire de prendre un bon.

Les délégués C.G.T. et C.F.D.T. refusèrent donc d'utiliser les carnets de bons. Ils se contentèrent de prévenir oralement n'importe quel chef de leur service, celui qu'ils trouvaient. Après une démarche des syndicats auprès de l'inspection du travail, les carnets de bons furent rendus aux délégués.

Après ce recul, la Direction fit sa seconde tentative. Par une lettre d'avertissement, le syndicat C.G.T. apprit que la Direction mettrait des jours de mise à pied au cas où il se produirait ce qu'elle appelle des infractions à la législation du travail. En effet, d'après elle, les délégués ne doivent pas se rendre sur les lieux de travail pour discuter avec le personnel.

Un délégué en particulier, cité nommement dans la lettre d'avertissement, avait été signalé à la Direction par le chef de la plateforme (service où l'on essaye les appareils avant la livraison aux clients) après avoir pris connaissance de la lettre de la Direction, le délégué convoqua immédiatement les travailleurs de la plateforme à une réunion qui dura une demi heure.

Afin d'obtenir les explications qui s'imposaient ils décidèrent de se rendre ensemble auprès du chef en question. Il déjeunait. L'attente dura elle aussi une demi-heure. C'est une heure de travail d'une quinzaine d'ouvriers qui furent ainsi perdues... (pour le patron !) ; au moment où, las d'attendre, les travailleurs allaient se séparer, le chef arriva. Il se fit vertement réprimandé par le délégué qui l'informa le tenir responsable d'une entrave à sa fonction de délégué, faute punissable par les tribunaux. A la suite de cette intervention, le délégué, par lettre recommandée, informa l'inspecteur du travail de ces événements.

Après avoir convaincu l'inspecteur du travail de sa bonne foi, le délégué retourna discuter avec les travailleurs de la plateforme. L'accueil fut excellent. Depuis cette intervention, le chef a perdu son arrogance en faveur d'une politesse et d'une souplesse peu habituelles.

Cela prouve une fois de plus que les travailleurs, quand ils le veulent, peuvent faire respecter leurs droits et leur dignité.

Correspondant L.O.

A LA S.N.I.A.S. (Courbevoie)

les ennuis de la Direction

CELA fait maintenant de nombreux mois que l'ambiance se dégrade à l'usine de la SNIAS-Courbevoie (ex-Sud-Aviation). D'abord à cause du malaise créé par l'annonce de la fermeture de cette usine, les travailleurs étant maintenus dans l'ignorance totale de la date et de ses modalités. Ensuite à cause de la disparition quasi-totale des augmentations et de celle des promotions.

Si le mécontentement ne s'était jusqu'à maintenant exprimé que par des départs massifs, en un peu plus d'un an, les démissions ont été de l'ordre de 400 travailleurs (1/5e de l'usine), il a commencé à se concrétiser par diverses actions depuis un peu plus d'un mois.

A plusieurs reprises, les contrôleurs se rendirent en délégations chez leur chef de département pour demander l'harmonisation de leurs salaires avec leurs camarades de l'usine de Suresnes. Pendant ce temps, les chaudronniers allaient demander des explications à la direction au sujet de qualifications non respectées (un P 2 faisant régulièrement le travail d'un P 3, restant bien sûr P 2) et également pour la même raison que leurs camarades contrôleurs (harmonisation avec l'usine de Suresnes). Il faut en passant dire que ces travailleurs qui étaient auparavant au « boni moyen », ont été remis au boni individuel, ce qu'ils ont considéré comme un affront, n'ayant pas besoin de « carotte » pour travailler, se considérant assez grands pour savoir ce qu'ils ont à faire.

Enfin, les mensuels du Tourniquet (atelier de fabrication), plus d'une quarantaine de travailleurs, après s'être réunis, décidaient de partir en grève illimitée en demandant 100,00 F d'augmentation pour tous. Partis fin février, ils ne devaient s'arrêter que le 9 mars, n'ayant obtenu que 20,00 à 30,00 F.

Cette grève de 13 jours, a été diversement accueillie dans l'usine. D'un côté, tout le monde était étonné devant la combattivité de ces camarades, et ceci s'est manifesté par la collecte organisée par les grévistes qui a réuni près de 400.000 anciens francs. Mais de l'autre, un certain nombre de grévistes étaient en mai 68 du côté du patron et criaient avec les jaunes pour la « liberté du travail ». De plus, parmi ces mensuels, il y a quelques préparateurs qui ne sont pas toujours très doux avec les ouvriers lorsqu'il s'agit d'établir les temps des bons de travaux.

Et si au bout d'une dizaine de jours ces mensuels se démoralisaient, c'est qu'ils s'aperçurent que l'ingénieur de la production en qui ils croyaient trouver un interlocuteur, ne désirait nullement jouer ce rôle et se plaçait uniquement du côté de la direction.

Toutefois, d'avoir repris le travail n'a pas pour autant diminué leur mécontentement. Ils continuent à se réunir pour discuter entre eux, et à défaut de continuer la grève d'une façon déclarée, ils se croisent les bras tous les jours une heure. La direction regarde la chose avec inquiétude. car cela ne contribue pas à améliorer le climat dans l'usine.

Correspondant L.O.

Photo L.O.

A LA C.I.T. (Paris-15e)

il y a un commencement à tout

DEPUIS quelques temps, à la CIT, l'atmosphère n'était plus à la résignation. Différents secteurs de l'entreprise (service chantiers, contrôle-réception, service relais) avaient débrayé spontanément. Le vendredi 20 mars se tenait une réunion sur le temps de repas de midi. 30 à 40 techniciens s'y rendirent en présentant, comme revendication, une augmentation uniforme de 150 F pour tous en guise de rattrapage, et demandant qu'il n'y ait plus d'augmentation individuelle généralisée, c'est-à-dire à la tête du client.

Il fut décidé à cette réunion qu'une délégation serait envoyée à la direction lundi, appuyée par un débrayage.

Connue de bouche à oreille, cette initiative toucha plusieurs autres secteurs. Et c'est 80 techniciens qui débrayèrent lundi matin.

Le lendemain, un tract C.G.T. relatait ces événements et appelait le personnel à une réunion sur le temps de midi pour le lendemain. 300 personnes environ (sur 2000 que compte l'entreprise) s'y rendirent. L'idée d'une assemblée générale de l'ensemble de l'usine sur le temps de travail fut avancée et retenue.

C'est pourquoi jeudi matin un tract C.G.T., auquel s'était joint la C.A.T. autonome, demandait au personnel de cesser le travail de 15 h à 16 h pour se rendre à l'assemblée qui se tenait dans la cour.

Dans l'heure qui suivait, la direction publiait une note de service stipulant qu'il était interdit de se regrouper dans la cour et de former des cortèges dans les ateliers sous peine de sanctions. La note se terminait par une menace à peine voilée de lock out.

Malgré cette pression d'intimidation, et celles des chefs pointant avant l'heure les éventuels grévistes, 4 à 500 travailleurs cessèrent le travail et se regroupèrent dans la cour. Cette fois, les revendications avancées étaient de 150 F pour tous, l'échelle mobile des salaires, les 40 h immédiates et différentes autres revendications de service.

Si cette assemblée générale fut un succès pour une entreprise comme la C.I.T., où même les débrayages sont rares, il n'en demeure pas moins que beaucoup reste à faire pour convaincre les hésitants, pour populariser les revendications adoptées à l'assemblée générale, et aussi, et surtout, discuter avec les travailleurs des moyens à mettre en œuvre pour obtenir satisfaction.

Mais à la C.I.T. l'atmosphère est en train de changer et cette première assemblée générale ne pourrait bien être qu'un début.

Correspondant L.O.

avec 600 F par mois de salaire : pas de droit à la lumière, pas de droit à la chaleur, mais le droit à la « fatalité » !

PIERRE HELIN, manœuvre à Yvetot, gagne 600 F par mois. Il est marié, il a 4 enfants. Il avait déjà dû quitter un HLM trop cher. La société de HLM d'Yvelot, avait demandé aux Allocations familiales de prendre une mesure de tutelle à l'égard de cette famille « incapable de gérer elle-même son budget ». Evidemment, pour le responsable des HLM, quoi de plus facile que de gérer un budget de 600 F par mois avec 4 enfants ! Pierre Helin change d'emploi pour se rapprocher de chez lui. Il change aussi de Caisse d'Allocation familiales, d'où, évidemment, l'administration étant ce qu'elle est, un long retard dans le paiement de ces allocations.

Pour trop de travailleurs, même l'H.L.M. est un luxe inaccessible. (Photo L.O.)

Malgré ses timides réclamations, les Allocations familiales se contentent d'envoyer circulaire sur circulaire à remplir. Le manœuvre doit leur faire crédit, mais l'E.D.F.-G.D.F. ne tolère pas de faire crédit au manœuvre : l'électricité, non payée, et pour cause, est coupée. Depuis le 1er février dernier la famille Huvelin vit sans lumière, sans chauffage. On s'éclaire à la bougie ! (« Paris-Jour », mardi 17 mars) Un soir, par exception, le jeune couple s'offre une sortie : ils vont regarder la télévision chez un voisin à 50 mètres de là. On a laissé la bougie allumée pour Nadège (2 ans 1/2) qui avait peur du noir. A leur retour, un début d'incendie avait eu le temps d'asphyxier et de tuer trois de leurs enfants.

Ce sont les risques de ceux qui vivent dans des logements « sociaux », mais qui, s'ils ne peuvent plus payer, n'ont droit qu'au taudis sans lumière, sans chauffage, où l'on allume les bougies chaque soir pendant des heures. Evidemment, selon la presse, les parents ont « commis une imprudence impardonnable ». Mais couper l'électricité et le gaz à une famille entière, ce n'est pas impardonnable : c'est normal, c'est légal, et prémédité. C'était légalement aussi qu'on avait coupé l'électricité à des travailleurs immigrés dans « un foyer », à Aubervilliers, et que cinq d'entre eux en étaient morts en essayant de se chauffer...

C'est la fatalité, sous-titrait « Paris-Jour ». Une fatalité qui n'aura jamais l'occasion d'effleurer les patrons qui payent 600 F par mois leurs ouvriers.

les conditions de vie dans un foyer de jeunes travailleurs

APRES avoir travaillé toute une journée dans un atelier, après avoir donné toute son énergie, sa force à un patron, après avoir subi les cadences, les brimades, les humiliations de l'usine, pour un jeune ouvrier logeant dans un foyer de jeunes travailleurs, ce n'est encore fini. On va le brimer, l'humilier encore un peu plus, et lui enlever une grosse part de son salaire pour ce qui devrait lui être dû : le gîte et le couvert. Mais tous ne sont pas prêts à subir en silence, quelques-uns ont protesté et ce tract a été diffusé au Foyer des jeunes de la Plaine à Issy-les-Moulineaux :

« — Pour un loyer de 385 F, nous avons :

- un lit dans une chambre de 3 ;
- un petit déjeuner ;
- un repas du soir.

Cela est déjà très cher vu que certains d'entre nous n'ont un salaire que de 600 à 800 F par mois.

Il ne leur reste donc pas grand chose pour leur transport, le repas de midi, les vêtements, les loisirs...

— Mais en plus de tout cela, il faut voir les conditions qui nous sont réservées :

- l'entretien est quasiment inexistant pour un immeuble où vivent 40 jeunes ;
- 2 douches sur 4 fonctionnent mal, faisant beaucoup de bruit ;
- 3 WC sur 5 seulement ;
- Quand il y a un carreau de cassé, il n'est pas réparé de sitôt et comme en plus les fenêtres sont mal jointes, il y a de nombreux courants d'air ;
- le ménage n'est jamais fait et les draps ne sont pas changés assez souvent : les cafards pullulent dans les placards et grignottent nos vêtements ;

— Les repas sont très mauvais, en quantité et en qualité :

- pour le petit déjeuner : les sucres sont comptés, le beurre est une petite tablette et le café est de l'eau colorée. Pendant longtemps nous n'avons eu que 2 bols (pour 40), après avoir protesté nous en avons eu 7 que l'on doit laver au fur et à mesure de leur usage.
- pour le dîner : c'est un désastre ; par exemple nous n'avons eu que 2 fois de la viande en février, le reste c'est... de la soupe au pain et des « patates ».
- et en plus, c'est à nous de faire le service des tables (à tour de rôle chacun étant inscrit sur un cahier de service), et la vaisselle le vendredi, le samedi et le dimanche.

Le directeur (un séminariste) qui n'a déjà pas beaucoup de scrupules pour nous faire vivre dans de telles conditions veut régner en petit chef sur toutes les « âmes » que compte le foyer. Il vient de renvoyer 3 camarades du jour au lendemain (2 se trouvent à la rue) qui n'avaient rien fait d'autre que de dire que les tarifs sont élevés, qu'il y aurait besoin d'entretien et de repas convenables, qu'enfin, nous n'étions pas des bêtes.

Nous n'avons pas à accepter l'arbitraire d'un directeur-flic. Pour chaque camarade renvoyé, c'est nous tous qui y perdons ; c'est notre tour qui s'approche pour le jour où nous ne plairons plus au directeur.

Le Foyer a été fait pour nous, c'est à nous de dire qui y restera et qui en partira.

De l'atelier au Foyer, c'est la même exploitation qui continue. »

Le jour où ce tract fut distribué, le directeur, ayant convoqué les résidents à une assemblée générale, promit :

— une amélioration des repas ;

— que l'entretien serait effectué (carreaux et lampes réparés, w.-c. et douches refaites) ;

— que de nouvelles installations seraient faites (du formica dans les placards, un lavabo de plus par chambre...).

Comme quoi, en ne se laissant pas faire, de meilleures conditions peuvent être obtenues.

Encore faut-il dire que tout n'est pas arrangé, loin de là, et que le prix reste exhorbitant, et pour ceci la lutte sera plus dure.

Correspondant L.O.

vers la suppression des bidonvilles ?

Que l'incendie soit accidentel (ici au bidonville des Pâquerettes, à Nanterre, durant l'hiver 1967), ou provoqué par la police, si les enfants peuvent encore s'en amuser, c'est toujours un drame pour des dizaines ou des centaines d'hommes. (Photo L.O.)

CHABAN-DELMAS avait promis la suppression des bidonvilles d'ici 1972. Deux ont été détruits en une semaine ; et ce qui est proposé à leurs locataires donne une idée de la façon dont l'administration entend régler le problème.

quand le hasard fait "bien" les choses

A Cormeilles-en-Parisis (Val-d'Oise), 16 familles portugaises habitaient, à raison d'une par pièce, un baraquement en bois.

L'incendie de celui-ci, le lundi de Pâques, a fait 80 sans-logis. Tout ce qu'on leur propose, c'est la salle des fêtes (en bois) !

quand la police supplée le hasard

Au Cannet (Alpes-Maritimes), à la suite d'un arrêté d'expulsion, c'est volontairement et en présence de la force publique, qu'un bidonville a été incendié devant ses 35 occupants nord-africains.

Ils sont maintenant à la rue, et rien n'est prévu pour les reloger.

Est-ce ainsi que l'on s'achemine vers une « nouvelle société » sans bidonvilles ?

L. GRECO

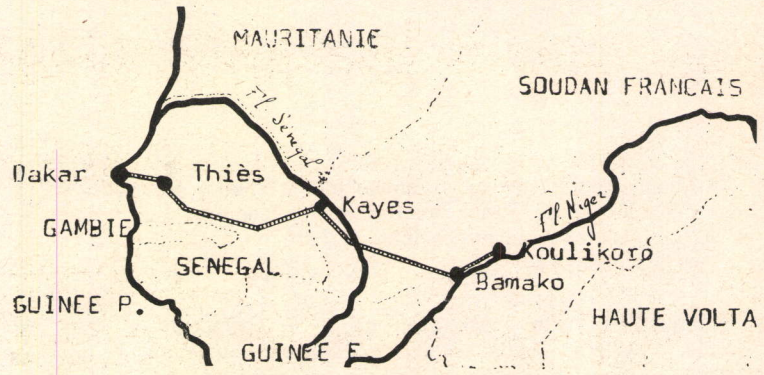
FEUILLETON

LES BOUTS DE BOIS DE DIEU

(BANTY MAM YALL)

ROMAN DE

SEMBENE OUSMANE



La ligne du Dakar - Niger dans l'A.O.F. de 1947

CHAPITRE XVII

Dakar : Le meeting (suite)

Résumé des chapitres précédents. — Les « Bouts de Bois de Dieu » nous font revivre la longue grève de 6 mois (1946-1947), au cours de laquelle les cheminots du Dakar-Niger essayèrent d'imposer à l'administration coloniale l'égalité du statut entre les travailleurs africains et ceux d'origine européenne.

Les « Bouts de Bois de Dieu », ce sont précisément ces hommes qu'une antique superstition empêche de dénombrer autrement.

Le roman nous transporte tour à tour aux différents points chauds de la ligne : à Dakar, à Thiès, et à Bamako.

A Thiès, les négociations avec l'inspecteur du travail et l'administrateur Dejean ont été un échec total.

A l'initiative de Penda, les femmes de Thiès entreprennent une marche jusqu'à Dakar où doit se tenir un meeting. Mais la route est longue, il fait très chaud. Les femmes ont soif et sont fatiguées. Au fur et à mesure qu'elles approchent la tension monte. A l'entrée de Dakar, les troupes les attendent et ouvrent le feu. Mais les femmes ne reculent pas. Rien n'a pu les empêcher d'arriver au meeting.

■

Jamais l'hippodrome de Dakar n'avait connu un tel concours de peuple. Aux grévistes, s'étaient joints les dockers, les pêcheurs de N'Gor, de Yoff et de Kambaréne, les ouvriers et les employés de toutes les grandes entreprises. Les *tambassimbés* (1), les turbans, les casques blancs ou kakis, les bonnets carrés, les fez, les chéchias, les mouchoirs de tête aux couleurs vives, aux coins empesés qui les faisaient ressembler à des oreilles dressées, formaient au-dessus de la foule une sorte de mosaïque mouvante d'où émergeaient des parapluies et des ombrelles noirs, violets ou blancs.

Devant les portes, soldats, gendarmes, miliciens, policiers, montaient la garde et il y avait un imposant service d'ordre au pied des tribunes. Tout ce monde était en grande tenue et l'on voyait luire sous les chéchias de bonnes faces rondes de bébés noirs bien nourris.

Les premières délégations arrivèrent. C'étaient les invités de l'administration, conduits par le Sérigne N'Dakarou. Le pontife était suivi de son protégé, El Hadji Mabigué, toutes médailles dehors et qui, de son ombrelle, protégeait son maître. Celui-ci avançait avec la lenteur et la dignité propres à son rang, saluant au passage ses fidèles. Un gradé de la police les conduisait dans la tribune d'honneur, à l'ombre.

Il y eut ensuite un grand remous dans la foule et des gens se précipitèrent vers le grand portail central.

C'étaient les femmes de Thiès qui faisaient leur entrée.

Elles étaient lavées, restaurées, désaltérées. La route leur avait été une bonne école. Elles avançaient dans un ordre impeccable, par rangs de dix, sans escorte masculine cette fois. Au-dessus de leurs têtes elles portaient des banderoles et des calicots où l'on pouvait lire : « LES BALLES NAZIES N'ONT PAS FAIT DE DIFFERENCE », « NOUS VOULONS LES ALLOCATIONS FAMILIALES ». Les hommes suivaient, conduits par leurs délégués. Eux aussi avaient des pancartes : « A TRAVAIL EGAL, SALAIRE EGAL », « RETRAITE POUR NOS VIEUX JOURS », « NOUS VOULONS DES LOGEMENTS ».

On remarquait leurs visages fatigués, leurs membres amaigris.

Bakayoko et Alioune se tenaient près d'une cabane du pari mutuel.

— Regarde ton protégé, dit Alioune.

A quelques pas, sous un arbre, venaient d'arriver Gaye accompagné d'Edouard, l'inspecteur du travail, du commissaire de la Médina et du jeune Pierre. Près d'eux, et comme vêtu à l'européenne, Daouda dit Beaugosse.

— Tiens, voilà notre tribun, dit Edouard en montrant Bakayoko.

— Il paraît qu'il doit parler ? demanda Pierre.

— J'espère que non, dit Gaye.

Bakayoko lui tourna le dos.

— Ne t'inquiète pas pour Daouda, dit-il, il nous reviendra. Je sais de quoi il s'agit.

Ils furent interrompus par l'arrivée de la grand-mère Fatou Wade.

— Je te cherchais, fils dit-elle à Bakayoko, pour te demander quelque chose : As-tu encore ta mère ?

— Non, grand-mère. Elle a été assassinée par les gendarmes quand je n'étais pas à la maison.

Bakayoko, tout en parlant, regardait la vieille femme. Elle lui rappelait Niakoro, et il se souvint des paroles de Bakary. Un regret lui serra le cœur.

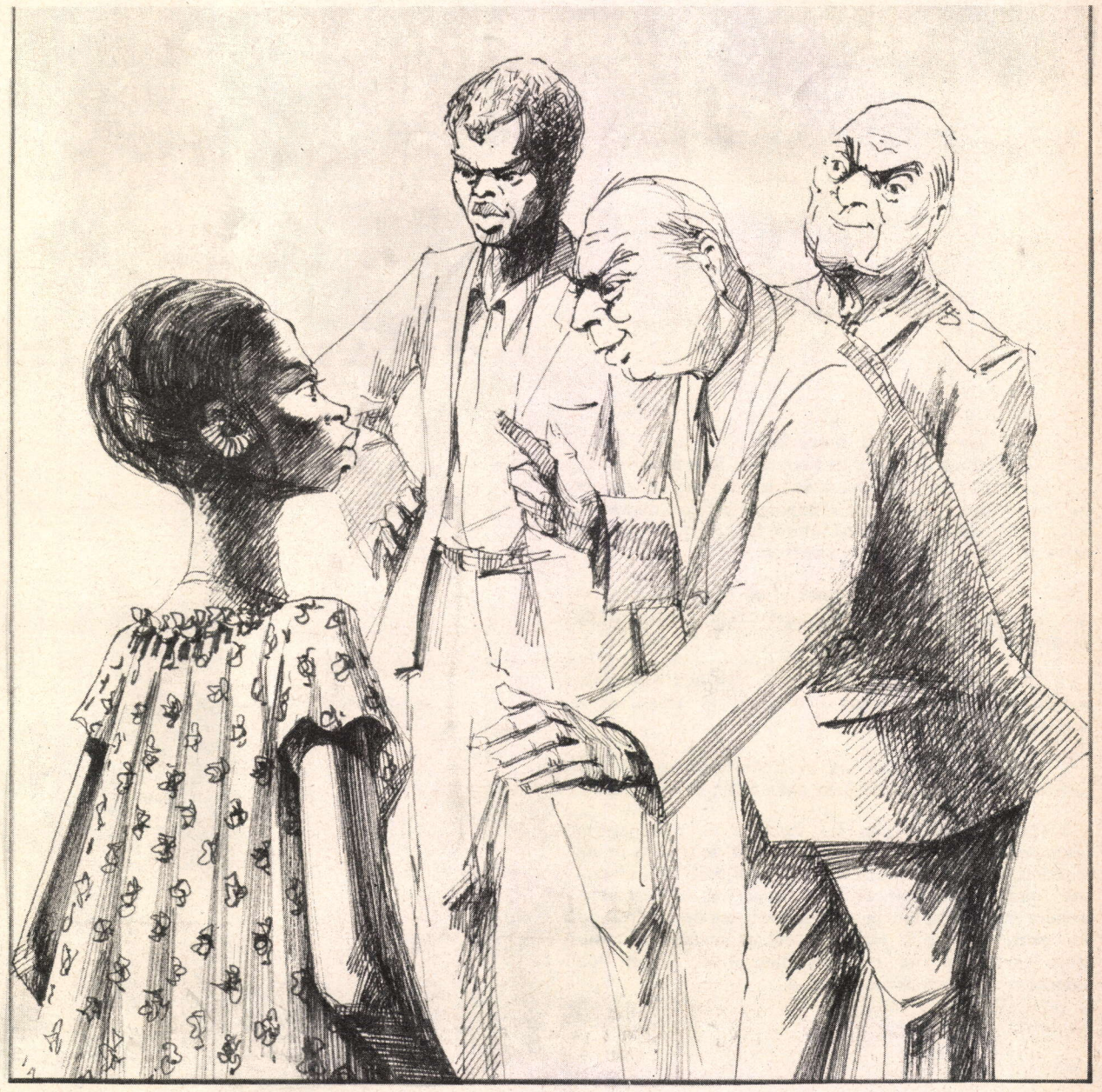
— Dorénavant, je serai ta mère, dit la vieille en lui prenant la main qu'elle lui caressa un moment. Mon mari est mort à ia première guerre, à la seconde mon aîné. Et maintenant ils m'ont pris mon fils. Tiens, voilà tout ce qui me reste d'eux.

Elle dénoua un coin de son pagne et en tira trois médailles : une croix de guerre, une médaille des grands blessés, une médaille coloniale.

— Aucun boutiquier n'en veut et je n'ai plus rien à manger. Je me demande pourquoi les toubabs donnent ces choses ? Pour moi, elles sont signe de mort. Si tu restes à N'Dakarou, viens habiter chez moi, il y aura toujours une natte pour toi.

Et tout heureuse d'avoir retrouvé un enfant, la grand-mère Fatou Wade s'en fut en gonflant ses joues et en plissant les lèvres comme le faisait Niakoro.

(Suite page 20)



— Alioune, dit Bakayoko, si jamais tout à l'heure on veut m'empêcher de parler, va trouver les camarades et surtout les femmes, et dis leur de faire un boucan de tous les diables !

N'Deye Touti, elle aussi, avait gagné le champ de course. Elle était anxieuse et de mauvaise humeur. Devant le portail d'entrée, elle avait rencontré Mame Sofi qui lui avait dit avec un sourire ironique : « Qui cherches-tu, Bakayoko ou Beaugosse ? Ils sont tous les deux là-dedans ! Si tu veux te rendre utile, viens nous retrouver après la réunion, tu tiendras un pagne avec Arame pour récolter de l'argent... »

Bakayoko. Elle ne cessait de penser à lui. Elle avait essayé de le rejoindre à N'Diayène, mais il ne s'occupait que de ces femmes de Thiès, de cette aveugle. Pourtant, à un moment, il avait posé la main sur son cou et avait murmuré : « Tu as des yeux pareils à deux lunes dans la nuit. » Elle s'était dégagée, pensant qu'il allait la suivre, mais il n'avait pas bougé.

— Où vas-tu, N'Deye Touti ?

Elle sursauta, espérant que c'était lui, c'était Daouda.

— Je cherchais une place, dit-elle.

— Viens près de nous, Monsieur Edouard, c'est la petite dont je vous ai parlé. Viens que je te présente à des amis, ils pourront s'occuper de toi.

Le commissaire de la Médina s'approcha :

— Mademoiselle, oublions l'incident de l'autre jour. Vous êtes une jeune personne censée, et moi, je ne suis pas toujours en service.

— Pour ma part, dit Edouard, j'ai été voir votre directrice. Votre renvoi n'est pas encore officiel. Evidemment elle n'a pas été très contente quand vous l'avez traitée de « colonialiste attardée », mais ça s'arrangera. Je m'occuperai de vous, comme je l'ai dit à Daouda. Je suis heureux que vous l'ayez choisi, c'est un brave garçon et il a un bel avenir devant lui. Bon, maintenant il est temps que nous prenions nos places. Vous venez avec nous, mademoiselle.

Tandis qu'ils gagnaient la tribune divisée en trois parties : l'une pour les personnalités, l'autre pour les Européens, la troisième pour les diverses délégations, des coups de sifflet stridents se firent entendre en direction du grand portail. Dans un envol de burnous rouges et blancs, au grand trot de leurs chevaux noirs, un peloton de « Gardes Rouges », l'étoile d'or sur la haute chéchia, apparut précédant les voitures officielles.

De la première descendirent le Gouverneur Général et le député-maire de la ville ; de la seconde d'autres personnalités officielles. Les autorités gravirent rapidement les escaliers et s'installèrent aux premiers rangs des tribunes devant un étalage de micros.

Les trois premiers discours furent brefs. Ce fut le Sérigne N'Dakarou qui parla le premier en sa qualité de guide spirituel d'une bonne partie de la communauté. Il reprit le thème de ses sermons, mit en garde ses fidèles contre les mauvaises influences venues de « l'étranger » et fit l'éloge du Gouverneur et du député qui, malgré leurs lourdes charges, avaient tenu à honorer cette réunion de leur présence. Pour donner plus de poids à ses paroles, il termina en lisant les deux premiers versets du Coran d'une voix forte.

Le Gouverneur qui parla ensuite fut paternel. Il raconta comment il avait passé trente ans de sa vie à s'intéresser et à résoudre les problèmes coloniaux. Il se reprit vite et dit « problèmes africains ». Cette grève le préoccupait beaucoup car elle témoignait d'une regrettable incompréhension, mais il promit d'étudier les revendications avec soin. « Vous pouvez constater, dit-il, que depuis mon entrée en fonction beaucoup de choses ont changé en bien pour vous. D'autres changeront encore et toujours à votre avantage. Mais pour que ces progrès soient profitables à tous et visibles par tous, il faut du temps et de la patience. Les ouvriers du chemin de fer peuvent reprendre le travail dès demain matin. Contrairement à certains bruits propagés par des gens malintentionnés, aucune sanction ne sera prise contre les grévistes et je promets à tous que leurs demandes seront étudiées et satisfaites dans la mesure du possible, dans un temps très court. » Il termina en rappelant que les liens qui unissaient l'Afrique à la métropole avaient été baptisés par le sang versé en commun.

Il fut écouté avec respect et longuement applaudi. Une bonne moitié de l'assistance n'avait rien compris à ce qu'il disait. N'Gaye lui succéda devant les micros. Il avait été chargé de parler plus spécialement aux ouvriers. D'abord il rappela ses propres activités syndicales, puis il expliqua comment les autres fédérations avaient pris une attitude d'attente à l'égard de la grève parce qu'il s'agissait d'une « grève politique » et qu'il fallait éviter tout essai de « séparationisme » au sein de la classe ouvrière.

Comme il terminait, Alioune descendit rapidement les marches de la tribune et vint trouver Bakayoko.

— Jamais ils ne vont laisser parler un cheminot ! dit-il.

— Alors, fais comme je t'ai dit. Que tout le monde hurle jusqu'à ce qu'on n'entende plus les haut-parleurs. On verra bien.

C'était maintenant le tour du député-maire. Il fut beaucoup plus long ; en fait, il parla une heure. Posément il installa sur son nez court des lunettes à grosse monture d'écaille. Quand il ouvrit la bouche pour parler, on vit briller deux dents aurifiées au milieu de son visage tout rond et luisant de chaleur. Il avait des cheveux grisonnants et coupés presque ras. Il parlait français en détachant bien ses mots :

— Je vous salue, gens paisibles, dit-il, et vous remercie de m'écouter. Lorsqu'un enfant monte en haut d'un arbre, il ne prévient personne, mais s'il tombe il crie et tout le monde accourt. Il en est de même pour cette grève. Quand les employés et les cheminots du Dakar-Niger l'ont décidée, ils l'ont fait sans prévenir les personnes les plus qualifiées pour les aider, sans penser aux conséquences de leur acte. Et maintenant, vous voyez le résultat. Il n'y a plus d'eau et plus rien à manger dans *nos* maisons, les boutiquiers ne veulent plus *nous* faire crédit. Cette grève est l'œuvre de quelques brebis galeuses conseillées par des éléments étrangers, car une telle manière d'agir n'est conforme ni à *nos* mœurs, ni à *nos* coutumes.

« Lorsqu'on a fait appel à moi pour dénouer cette crise, j'ai d'abord pensé à refuser, finalement j'ai accepté, car il est de mon devoir de vous venir en aide. J'ai proposé des arrêtés et même des lois dans ce sens, je sais que j'aurai satisfaction, mais il faut du temps. Si vous, les grévistes, cela ne vous intéresse pas, au moins n'empêchez pas les autres, car votre grève risque de faire arrêter, de faire reculer les progrès. La direction du chemin de fer a déjà donné son accord sur certaines des revendications, le reste est du ressort de l'Assemblée Nationale à Paris.

Le député s'épongea le front et essuya ses lunettes.

— Pourquoi ne parle-t-il pas en oulof comme tout le monde ? demanda la vieille Fatou Wade qui était revenu s'accrocher au bras de Bakayoko. Je ne comprends rien à ce qu'il dit.

Le Bambara ne répondit pas. Les dents serrées, il regardait l'orateur et, soudain, il fit un geste à Deune, Alioune, Idrissa et Boubacar qui étaient demeurés près de lui. Les quatre hommes disparurent dans la foule.

Le député achevait son discours.

— ... Il paraît que certains d'entre vous songeraient à déclencher une grève générale. Cela, je vous l'interdis. Ce serait tout démolir d'un seul coup. Je m'adresse aux responsables et je leur dis ceci : Vous savez qu'à l'Assemblée nationale nous ne disposons pas de tellement de voix et qu'il nous faut donc manœuvrer. Nous voulons tous votre bien et les toubabs aussi. Mais il ne faut pas commencer par les heurter. J'ai pris sur moi de promettre que demain tout le monde serait au travail et que l'on continuerait la discussion. Le reste me regarde. Une fois encore, faites-moi confiance.

(A suivre)

Copyright Presse de la Cité

(1) Echapes teintées à l'indigo.

les tartuffes au pouvoir !

l'eau (R.T.F.) bénite

Décidément, les gens de robes sont intouchables en France. Chacun sait qu'il ne fait pas bon critiquer les juges, et qui l'oublie risque de voir fondre sur sa tête les foudres de la loi ; mais il ne fait pas bon non plus brocarder, même gentiment, les gens d'église.

Pour l'avoir osé, les réalisateurs de l'émission télévisée « Tous en scène » viennent d'être excommuniés par le Conseil de l'ORTF. Désormais, leur émission est interdite sur les antennes.

Il a suffi qu'un quarteron de critiques « bien pensants » — ce qui ne veut pas dire que ces gens pensent — s'indigne et proteste contre le blasphème, pour que les autorités responsables de l'ORTF, obtempèrent et sanctionnent. Car, à en croire le critique du « Figaro », « si la télévision cesse d'avoir le respect d'une forme de civilisation qui est la nôtre, il devient intolérable de la voir pénétrer dans nos foyers ».

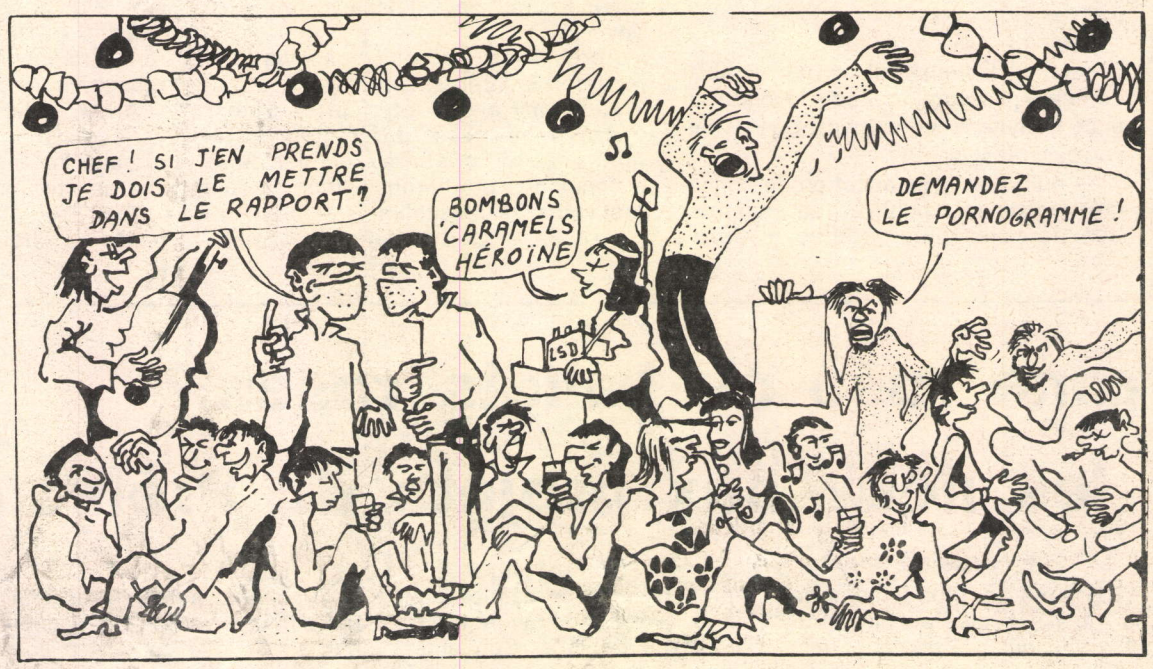
Toute personne de bon sens répondrait qu'il suffisait de tourner le bouton du poste, soit pour passer sur la première chaîne, qui donnait à la même heure, une bondieuserie fleurant bon l'encens ; ou encore de l'éteindre et de se plonger dans une lecture pieuse de la Bible.

Argument fallacieux, satanique. Il est intolérable, clame le chœur de « La Croix », du « Figaro » et de « L'Aurore », que, durant la semaine sainte, ceux qui ne se pament pas au souvenir de la résurrection du Christ, aient droit à la télévision « nationale ». Qu'ils s'estiment heureux, ces mécréants, qu'on ne leur dresse plus un bûcher.

A propos, lorsque Pompidou reprochait à un Etat d' « être racial et religieux », de quel pays voulait-il parler ?

Si tu veux payer Lutte Ouvrière moins d'un franc au numéro ABONNE-TOI !

le Préfet connait la musique



Le festival pop-musique tel que le voit Grimaud.

LE festival de Pop-musique organisé par Radio télé Luxembourg a bien failli ne pas avoir lieu.

Rappelons que faute de trouver un lieu où les autorités locales le permettent, ce festival avait dû en 1969 être monté in-extrémis en Belgique.

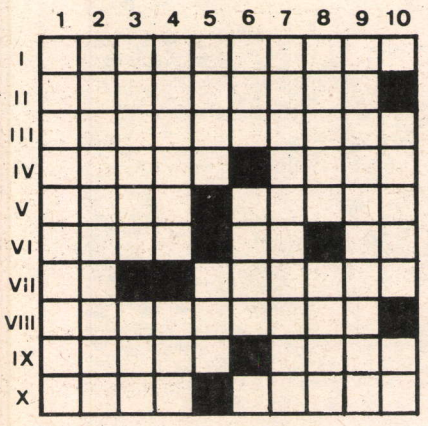
Cette année Grimaud a été plus coulant. Qu'on en juge. Il autorisait la tenue de la manifestation artistique au Bourget, à condition de bannir le mot « pop » (!) de toute la publicité. Il proposait de baptiser la chose « concert de musique variée »... Après 15 jours de négociations ardues R.T.L. obtenait d'appeler le Festival en question : « Musique Evolution ». Cela ne voulait rien dire, mais c'était moins vieux jeu que l'étiquette proposée par le préfet..

Pour compliquer la chose et pour sauver le morale, le préfet imposait encore qu'aucun billet ne soit délivré sur place. Les amateurs devaient se rendre à des adresses bien précises pour payer leur place.

Le festival a eu lieu quand même et avec le succès que l'on sait. La censure de Grimaud n'en apparait que plus bête et plus dérisoire.

Mais il y a longtemps que le ridicule ne tue plus les ministres en France.

MOTS CROISÉS



Horizontalement. — I. Mauvais pour la santé. — II. Enfants de la patrie. — III. Tremblait. — IV. Grandes gueules - Peintre italien. — V. C'est parti ! - A deux vitesses. — VI. Reçoit du galon aux heures de repas - Cache bien des gens - Fin d'infinitif. — VII. En erreur - Ont chassé les Francs d'Alger. — VIII. Réforme. — IX. Le sage ne les fait pas danser - Défend l'entrée du palais. — X. Marbre du pauvre - Souffle.

Verticalement. — 1. Un commandement auquel l'O.R.T.F. n'obéit pas. — 2. Firent la nique. — 3. De bois - Se demande que faire. — 4. Peuvent l'être de bien des façons - Début de recherche. — 5. Mal faites - Raconte ! — 6. S'opposent aux autres - Tout ronds, tout verts. — 7. Fait des bleus. — 8. Renaclais - Expédie des pruneaux. — 9. Eurent au moins ce mérite. — 10. Le troisième larron - Personnel.

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	D	E	T	E	C	T	A	B	L	E
II	E	V	I	T	E	E	S	■	O	N
III	S	E	R	I	N	■	P	A	T	E
IV	A	■	E	R	S	■	H	A	I	R
V	G	A	R	A	U	D	Y	■	O	V
VI	R	D	A	■	R	O	X	A	N	E
VII	E	V	I	T	E	R	I	O	N	S
VIII	G	I	T	E	■	P	A	R	A	■
IX	E	N	■	S	P	A	■	T	I	C
X	E	T	A	T	■	T	H	E	S	E

FAUSSE NOUVELLE

une solution marcellinesque au problème de la circulation

Chacun sait que le gouvernement est vivement préoccupé par le problème de la circulation. Comme à chaque fois qu'il s'agit de trouver une solution radicale, le dossier a été confié à M. Marcellin.

Une indiscrétion nous permet de révéler à nos lecteurs, l'avant-projet de décret qui serait soumis prochainement au Conseil des Ministres.

Attendu

— que l'augmentation du nombre de véhicules automobiles provoque un encombrement permanent des voies carrossables,

— qu'il n'est pas question de consacrer les deniers publics à la construction de voies autoroutières, à l'élargissement et à l'aménagement des voies existantes,

Vu

— l'indiscipline et le manque de compréhension des conducteurs de véhicules automobiles,

Après avoir entendu l'avis des représentants des organisations représentatives des usagers (Société Protectrice des Animaux, Association des Berrichons à Paris, Photo-Ciné-Club du quartier des Epinettes, Amicale des Navigateurs de Plaisance en eau douce).

Après avoir recueilli les avis des ministères intéressés,

Le Ministre de l'Intérieur décrète :

Art. 1. — Les différentes catégories de propriétaires de véhicules automobiles utiliseront à tour de rôle les voies carrossables.

Art. 2. — La circulation est réservée de 6 heures à 8 heures aux ouvriers et employés se rendant à leur travail. Ils apposeront de façon visible sur leur pare-brise les fiches de paie afférentes aux six derniers mois et une attestation de leur employeur indiquant leur horaire.

Art. 3. — La circulation est réservée de 9 à 11 heures aux présidents-directeurs généraux regagnant leur bureau.

Art. 4. — De 13 h à 15 h, l'usage des voies carrossables est réservée aux P.D.G. regagnant leur domicile.

Art. 5. — De 18 h à 20 h, seuls pourront circuler les ouvriers et employés regagnant leur domicile.

Art. 6. — Les livreurs, représentants de commerce, médecins ne pourront circuler qu'aux heures non indiquées aux articles précédents.

Art. 7. — Les dimanches et jours fériés, la circulation est réservée aux citadins dont l'état pulmonaire dûment attesté par un médecin assermenté nécessite une oxygénation particulière.

Art. 8. — Les jeudis, la circulation est réservée aux camions livrant du poisson.

Art. 9. — A tout instant, la circulation peut être interrompue sur l'ensemble du territoire pour permettre le passage des forces de police.

Art. 10. — Les contrevenants sont passibles de la destruction immédiate de leur véhicule, par des presses spéciales installées à tous les carrefours importants.

Art. 11. — Le stationnement des véhicules non-autorisés à circuler est interdit sur la voie publique.

Les Préfets sont chargés de l'exécution du présent décret.

zone rose ou ballets roses ?

les nouveaux projets du Préfet de Police

L'homme le plus incompris du mois est sans aucun doute M. Grimaud, préfet de police, poète de la matraque, chef de file des contractuels et chantre du stationnement payant. C'est justement ce dernier violon d'Ingres qui lui cause quelques soucis.

En effet, une coalition des élus centristes et de la gauche au Conseil de Paris a repoussé, par 43 voix contre 42, l'application du stationnement payant le long des trottoirs, dans la zone délimitée par les rues de Richelieu, Rivoli, Royale, Tronchet et le boulevard Haussmann.

Mais le tourment de M. Grimaud ne provient nullement d'un sentiment de défaite. Loin de là. Notre homme est bien au-dessus de cela. Son amertume lui est causée par la désillusion que vont ressentir nombre d'automobilistes qui attendaient impatiemment de verser leurs oboles dans son escarcelle. Pourquoi cette désillusion ? M. Grimaud l'a très sérieusement expliqué au « Journal du Dimanche ». Pour lui cette zone de stationnement payant, qu'il appelle la « zone rose », aurait été tout bonnement paradisiaque, en somme un atoll hawaïen au cœur de la grisaille parisienne.

« Dans ce secteur, écrit le journaliste qui a interrogé le préfet de Police, M. Grimaud comptait remplacer les contractuels moroses et tristes par des hotesses d'accueil qui, au lieu de carnets à souches, auraient brandi des carnets d'adresses. Elles auraient accueilli l'automobiliste, lui auraient indiqué les places libres et toutes sortes de renseignements, depuis le restaurant, le café, le musée, le commissariat, les endroits où l'on peut souhaiter se rendre. Elles pouvaient rendre de petits services... »

Les prix de ces services, 20 sous, défiait toute concurrence.

Mais à la suite de cette déclaration l'inquiétude se serait installée dans les milieux proches de la préfecture de police.

Le ministre de l'Intérieur Marcellin, aurait en effet décidé de poursuivre son sous-fifre pour divers motifs dont :

— insultes envers des contractuels assermentés,

— incitation de jeunes filles à la prostitution,

— refus de leur payer le SMIC dans l'exercice de leurs fonctions.

Lutte Ouvrière suivra attentivement cette affaire pour ses lecteurs.

Pour payer LUTTE OUVRIERE nouvelle formule moins d'un franc le numéro et soutenir son effort

ABONNE-TOI

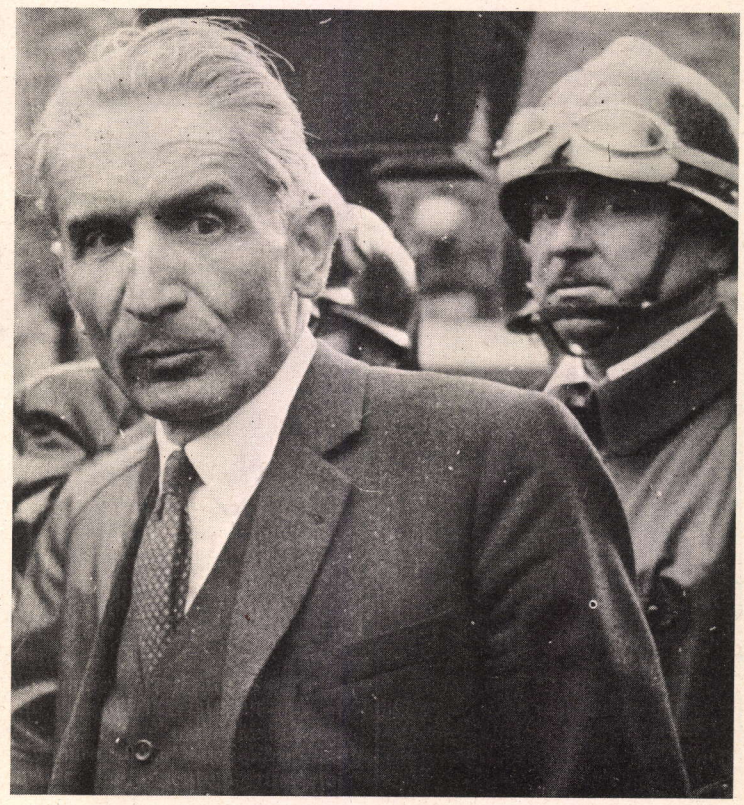
Abonnement 1 an = 50 F

DERNIÈRE HEURE

Le préfet Grimaud est «désarmé»:

(Journal du Dimanche 22-3-1970)

Un premier pas vers la dissolution des ligues armées de la police ? Non. Il s'agissait simplement de son état d'âme devant le refus du Conseil municipal de Paris de voter le stationnement payant.



Qui l'eut cru ? Le préfet tenu en respect par l'un de ses sbires.

Cinéma

SOLO... *ou les «gauchistes» vus par monsieur tout-le-monde*

un film de Jean-Pierre Mocky

Si la presse n'avait pas fait à ce film, considéré par certains comme le nouveau « Z » de l'année, un accueil enthousiaste, il n'y aurait guère de raison d'en parler. Car, il s'agit tout bonnement d'un film policier agrémenté d'une note politique pour satisfaire aux goûts de l'époque.

En lui-même le sujet est simple. Une bande de jeunes, censés représenter les idéalistes de Mai 68, décident de se venger de la société en abattant systématiquement des PDG partouzards. L'un d'eux, fils d'un PDG visé par ces justiciers, va se dégonfler et mettre la police sur les traces de ses copains. Circonstance aggravante, le traitre roule en voiture grand sport.

A ce moment va entrer en action le frère aîné de Virgile, le chef de la bande. Ce grand frère, violoniste qui arrondit ses fins de mois en se transformant en gigolo-trafiquant, est un « dur » mais un « réaliste », c'est-à-dire un partisan désabusé de la société de consommation (« la société est pourrie, je vis en l'exploitant et j'en vis bien »). Il tentera de tirer son petit frère du pétrin mais se fera tuer. Rideau.

Passons rapidement sur les digressions plus que sommaires sur la société pourrie où tout est objet, ou sur l'attitude « anti-conformiste » de la jeune gauchiste qui, pour remercier l'automobiliste qui l'a prise en stop, s'offre à lui sans façon.

L'ensemble des dialogues et de l'action est à ce niveau.

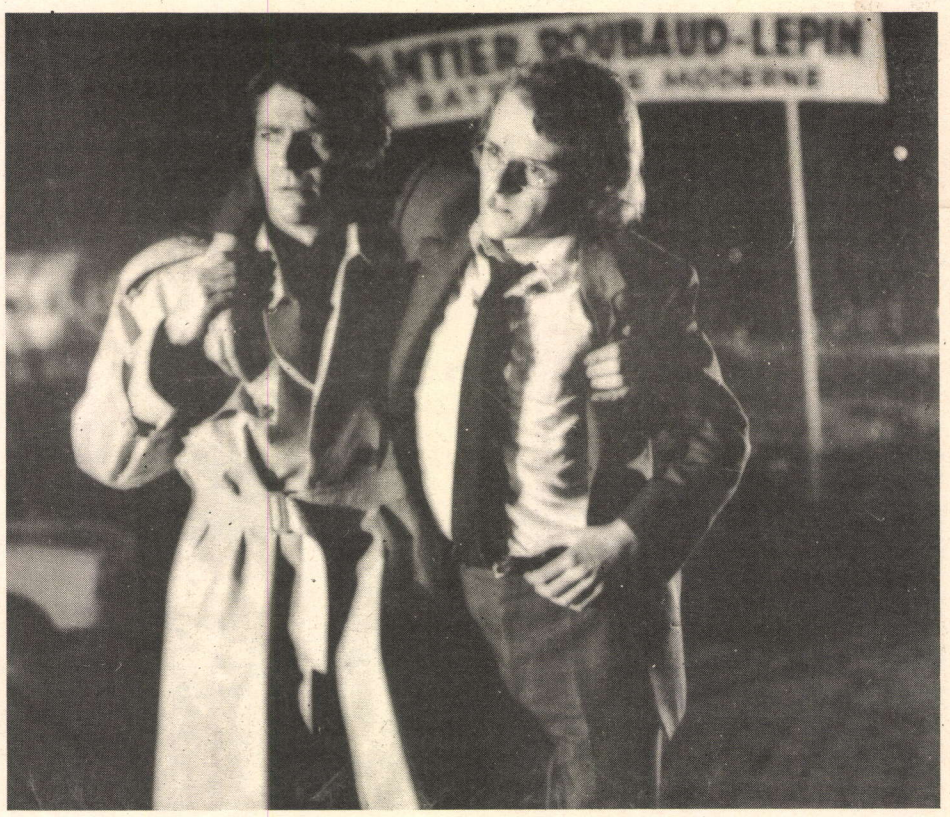
Pour faire ce film, J.-P. Mocky semble avoir recueilli une collection assez complète de tous les lieux communs qui traînent, dans le public et la grande presse, sur les « gauchistes ».

« Solo » est de ce point de vue, une véritable anthologie. Rien d'étonnant alors à ce que les plumitifs de la grande presse aient reconnu dans ces caricatures grossières des milieux révolutionnaires l'image que durant des mois ils ont voulu en donner à leurs lecteurs. Depuis le « Journal du Dimanche » (« particulièrement contemporain, violent, rapide » - Philippe Labro) à « Elle » (« Déchirant, admirable, indompté » - Pascal Thomas) en passant par le « Nouvel Observateur » (« une magnifique flambée rouge et noire » - Jean-Louis Bory) et « Combat » (« une débauche de violence dans un miracle de pureté » - Maurice Clavel) les dithyrambes n'ont pas manqué.

Bien sûr aucun trotskyste, maoiste, anarchiste ou autre ne pourra se reconnaître dans les personnages du film même avec beaucoup de bonne volonté et d'imagination.

Mais il n'empêche que chaque militant devrait aller le voir pour se rendre compte de l'idée que se fait du « gauchisme » une partie non négligeable du public. On peut penser que cet état de fait est du, sans doute pour une bonne part, à la propagande bourgeoise et stalinienne. C'est incontestablement vrai. Mais il ne faut pas oublier que dans ce domaine l'ensemble du mouvement gauchiste n'a pratiquement rien fait, ni par sa propagande écrite ni par ses actions, pour donner de lui-même une image plus responsable et plus juste.

J. L.



— Le doigt sur la gazette —

(Paris-Normandie du 14-15 mars 1970)

paris-normandie

MEULAN MEULAN

Riche de son patrimoine historique Meulan se tourne vers l'avenir

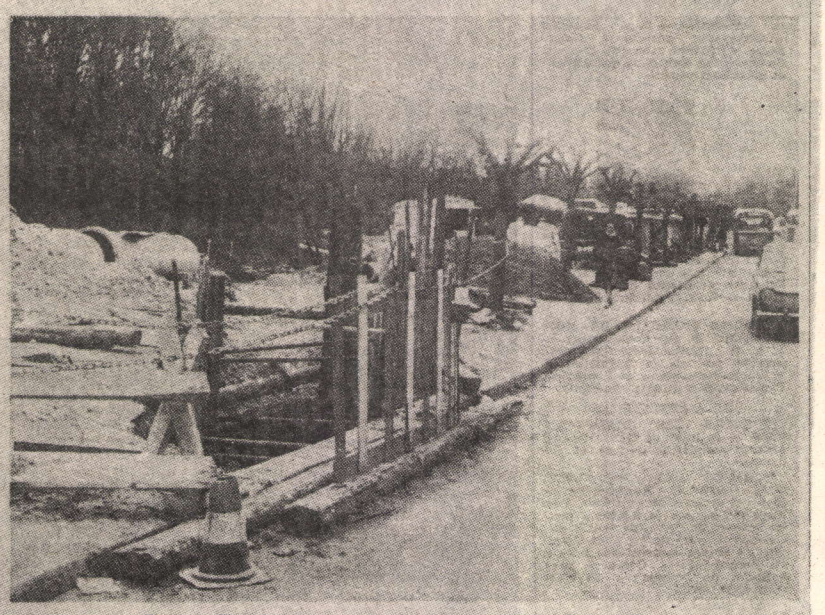
L'agglomération de Meulan est appelée à s'étendre dans les années à venir. En effet, si la population des Mureaux doit tripler d'ici 1975 (voir « Paris-Normandie » du 12 mars), celle de Meulan doit dans le même temps doubler, ce qui représente pour cette ville une mutation importante.

En effet, depuis de longues années, quelques logements ont été créés (Le Parc, Les Annonciades), mais tout comme au XVIIIe siècle, la majorité de la population était constituée par les artisans et petits commerçants qui firent les beaux jours de Meulan à cette époque, leurs ouvriers, remplacés par ceux de Renault ou Nord-Aviation, vivant dans les vieilles demeures de plus en plus délabrées du Fort de la rue Haute ou de la rue de Pontoise par exemple.

Une nouvelle population

L'an dernier, pourtant, sous ...mpulsion de la municipalité, ...ération immobilière « Meulan dis » voyait le jour avec la ...tion d'appartements collec... de la ferme du Paradis, ... la route de Pontoise ...'était là le premier ... mutation évoquée ...i se poursuivra en ... la réalisation, au ... de nouveaux ap... maisons indivi... sion à la pro...

... des logements ... nouvelle cité ...



Place du Marché, les travaux de relèvement des canalisations d'égout

prévoir les aménagements permettant d'accueillir ces néo-Meulanais dans l'ancienne ville et de faciliter à tous les visiteurs de Meulan l'accès rapide aux rues ...umerçantes grâce à l'implanta... de parkings ... proxi...

Le comblement des bras de Seine

C'est dans ce but et aussi pour faire disparaître cette eau polluée qui traversait ... Meulan, cau... gâts im...

place Gency, de la rue Gambetta et de la rue Foch. Les premiers travaux en cours actuellement consistent en la construction d'... mur de soutènement ... Bout-Malo qui ... place ...

à condition de ne pas tomber dans le trou!

(Dépêche du Midi du 3 mars 1970)

à propos des élections cantonales

DU CHOIX D'UNE ETIQUETTE

On nous prie d'insérer :

« Qu'un ami véritable est une douce chose », écrivait La Fontaine. Je le pensais aussi.

Un ami véritable, donc, me conseilla, un jour, de prendre l'équiquette « républicain libéral et de progrès social ». Hélas ! hélas ! j'ai appris depuis avec horreur qu'un certain libéralisme avait été condamné par le pape Pie X — que l'« Homo œconomicus » est « un être de raison qui n'aspire qu'à se procurer le maximum de gain pour le minimum de peine » — que le terme progressiste est l'ancien nom des républicains modérés, dont je me réclame et qu'aujourd'hui il désigne une personne qui a des idées politiques et sociales avancées.

Je ne suis donc pas libéral car mes cinquante-trois élèves ne me procurent que le minimum de gain pour le maximum de peine.

Je ne suis pas progressiste puisque je ne veux pas qu'au nom d'un certain dialogue avec les formations de gauche on préconise la disparition des patronages, colonies de vacances, clubs sportifs paroissiaux, au profit d'organisations souvent politisées, puisque j'estime que la liberté d'enseignement est une condition essentielle du maintien des autres libertés et que l'école unique est l'instrument des totalitarismes, jamais celui d'une véritable démocratie. Les enseignants de l'école publique, que j'assure de mon respect, réclament d'ailleurs actuellement, eux aussi, liberté et autonomie.

Les leaders d'extrême gauche ont entrepris, depuis quelques années, de séduire l'électorat chrétien. L'un s'adresse aux « croyants et incroyants », l'autre, candidat aux présidentielles, évoquant sa jeunesse, parle avec émotion de sa communion solennelle. Un troisième, un intellectuel, revendique Jésus. Cela ne me tire pas une larme de reconnaissance. A ceux qui se laisseraient tenter je conseillerais de prendre pour devise un proverbe (russe, bien entendu) : « Quand tu discutes avec le loup tiens toujours ta hache prête. »

Mais comment vais-je maintenant convaincre les électeurs de voter pour un candidat républicain libéral et de progrès social, ce candidat n'étant en réalité ni libéral ni progressiste ?

C. MARENGHI.

On se le demande.
Ce sont ses élèves qui doivent être gâtés !

la mensualisation chez Peugeot...

A Sochaux, c'est par la concertation entre la Direction et les syndicats qu'un nouveau statut a été créé : celui *d'ouvrier mensuel.*

Les améliorations dont bénéficieront les horaires devenant « ouvriers mensuels » portent principalement sur la rémunération des congés de maladie (et de maternité) qui seront payés intégralement pendant 2 mois et plus, en fonction de l'ancienneté. L'autre avantage consiste en quelques francs supplémentaires accordés sur la prime d'ancienneté, transformant celle-ci en prime hiérarchisée.

L'indemnité de licenciement sera elle aussi plus élevée, mais elle reste loin de compenser la perte éventuelle de son emploi.

Cela est accompagné de mesures restrictives : pour la maladie, la Direction se réserve le droit de « réagir contre les abus » c'est-à-dire de faire contrôler le bien fondé de l'arrêt maladie, ce qui n'existe pas pour les mensuels.

De plus, les 2 jours par mois de « maladie sans feuille » que peuvent prendre les mensuels ne sont pas accordés aux ouvriers-mensuels et le paiement des jours fériés est toujours conditionné à la présence la veille et le lendemain du jour chômé.

Bien entendu la garantie du salaire en cas de diminution d'horaire n'est pas prévue, seuls les cadres Peugeot bénéficiant de cette garantie.

C'est donc finalement une « mensualisation » timide et bon marché, estimée suffisante par la Direction pour créer un esprit de « collaboration » chez les nouveaux mensualisés et pour diviser les travailleurs horaires. Le calendrier retenu va dans ce sens-là, étalant sur plus de 3 ans la distribution des largesses Peugeot.

Le tableau ci-dessous indique l'ancienneté nécessaire en fonction de la qualification pour bénéficier de la mensualisation aux différentes dates prévues.

	1-4-70	1-4-71	1-4-72	1-4-73	1-10-73
MO - MF - OS1 et 2	15 ans	12 ans	9 ans	6 ans	3 ans
OS 2 A - P1	12 ans	9 ans	6 ans	3 ans	
OS 2B - P2	6 ans	3 ans	1 an		
P2 diplômé et P3	1 an				
Personnes touchées par an	5.490	2.783	3.417	3.184	8.055

Pour le travailleur immigré, venu en France pour deux ou trois ans, que signifie la mensualisation au bout de quinze ans d'ancienneté, ou même de trois ?

Dans l'immédiat, sur les 5.490 nouveaux ouvriers mensuels, il n'y aura qu'un millier d'OS concernés.

Les réactions des travailleurs

Dans l'ensemble, les OS trouvaient qu'ils étaient trop loin de la mensualisation pour qu'il leur soit possible de l'obtenir immédiatement pour tous par la lutte. Et lorsque la Direction a parlé de «mensualiser» c'est apparu comme un fruit qui pouvait tomber tout seul...

Il n'en était pas de même chez les professionnels où, depuis le 5 mars, des délégations puis des débrayages dans un, deux puis 3 secteurs avaient abouti au débrayage de presque tous les professionnels pour leurs revendications :

— Mensualisation de tout le personnel avec la garantie du salaire ;

— Augmentation des salaires (plus de 1 F) pour rattrapper Renault ;

— Suppression des écarts de taux.

S'il y a eu en quelque sorte une trêve pendant les discussions sur la mensualisation, les autres revendications posées restent en suspens et la lutte devra être continuée.

L'attitude des syndicats

Avant de connaître les propositions patronales, CGT et CFDT se sont déclarées favorables à la mensualisation en insistant pour l'une (CFDT) sur la nécessité d'obtenir un statut unique, une véritable mensualisation comme celle des cadres, pour l'autre (CGT) sur le fait que tous les horaires devraient bénéficier des avantages du statut « mensuel ».

Tout en reconnaissant que leurs objectifs respectifs ne pourraient être atteints que par la lutte des travailleurs, les syndicats ne jugèrent pas la préparation suffisante pour appeler à la lutte.

Restait le problème de l'attitude à avoir en face des propositions de la Direction, celle-ci ayant demandé une réponse la veille des élections de délégués...

La CGT présenta le projet Peugeot comme une étape vers un statut unique et, laissant dans l'ombre tous les autres aspects de l'accord (division des travailleurs, caution à la politique patronale...) elle accepta de signer avec les trois autres syndicats (FO, CGC, CFT) en demandant la poursuite des discussions pour améliorer l'acquis.

Si cette attitude a pu apparaître plus « réaliste », elle est finalement démobilisatrice car elle donne raison, dans l'immédiat, aux partisans de la « concertation » permanente, et c'est un succès de la Direction.

A Sochaux, la section CFDT, au sein de laquelle militent de nombreux gauchistes, et sous l'influence de ceux-ci, a refusé de signer l'accord proposé en rappelant aux travailleurs l'objectif qu'elle s'est fixé, et la nécessité de la lutte pour y parvenir. Ce refus justifié ne va pas sans poser des problèmes aux travailleurs comme à certains militants, d'autant plus que tout s'est passé vite et que les explications nécessaires n'ont pas été données clairement en temps voulu. Il reste aussi à définir des perspectives de lutte précises qui doivent être proposées à la CGT de façon à ce que les références à l'action nécessaire ne restent pas verbales dans les deux syndicats.

Correspondant L.O.

...et les élections de délégués du personnel

LES élections des délégués du personnel ont eu lieu le mercredi 25 mars dans la foulée de l'octroi de la mensualisation et ce n'est pas un hasard si la Direction a reporté en avril les discussions sur les salaires pour régler le problème de la mensualisation en mars !

Le tableau ci-dessous indique clairement les résultats.

Il ressort trois choses :

D'abord la progression de la CGT qui recueille plus de 50 % des voix. Si la signature de l'accord est entrée dans une certaine mesure en ligne de compte, la propagande unitaire de la CGT ce dernier mois compte certainement aussi beaucoup, parce que ce ne sont pas les luttes passées ni leur résultat qui ont pu attirer les suffrages.

Ensuite la percée de la CFT ne laisse personne indifférent. Plus de 10 % des voix du premier coup, c'est beaucoup. La CFT se manifeste surtout par son anti-communisme (apolitisme ?), « démasquant » la collusion PC-CGT grâce à la 9e condition de l'Internationale Communiste de 1921 ! etc. Elle fait aussi un travail auprès des travailleurs étrangers (marocains, yougoslaves) (tracts dans leur langue...) et la Direction, ainsi que la police au besoin (libération d'étrangers arrêtés pour une peccadille suite à leur « intervention ») lui facilitent la tâche.

Et puis elle se fait l'apôtre de la concertation permanente, des règlements par discussion et non par la grève (« la grève c'est la crève »). Sur le terrain des négociations elle est un concurrent qui fait de la collaboration de classe en le disant, ce qui a le mérite d'être clair.

Enfin le recul CFDT est sensible (— 8 % dans le collège ouvrier) et on peut raisonnablement penser que les voix perdues, et celles non gagnées suite à l'augmentation des effectifs, sont allées sur divers « concurrents » en suivant deux directions :

Les conservateurs, partisans de la concertation et anti-CGT auront choisi principalement la CFT.

D'autres, opposés à la Direction et aux syndicats pro-patronaux, mais favorables aux discussions et aux accords auront opté pour la CGT.

Au lendemain de ces élections qui montrent un progrès des organisations syndicales qui ont accepté de jouer le jeu de la concertation à propos de la non-mensualisation, il peut sembler que les illusions sur la bonne volonté de la Direction soient profondes. Mais les augmentations de production, le problème des salaires, etc... démontreront inévitablement aux travailleurs qu'un véritable changement de leurs conditions de travail et de rémunération dépendra plus d'eux-mêmes, et de leur volonté de lutte, que de la concertation.

Correspondant L.O.

Affiche de Mai 68 : mais le lion n'a pas été étranglé.

Premier collège :

	Sièges à pourvoir	Electeurs inscrits	Votants	Suffrages exprimés
1969	49	20.528	17.749	15.653
1970	55	23.259	20.167	18.613

		CGT	CFDT	CGT-FO	CFT
Voix obtenues	1969	8.820	5.652	1.093	
	1970	10.594	4.771	960	2.206
Pourcentage sur votants	1969	49,69	31,84	6,16	
	1970	52,53	23,66	4,76	10,94
Sièges obtenus	1969	28	18	3	
	1970	33	14	2	6

Deuxième collège :

	Sièges à pourvoir	Electeurs inscrits	Votants	Suffrages exprimés
1969	11	4.106	3.168	2.960
1970	12	4.479	3.536	3.394

		CGT	CFDT	CGT-FO	CGC	CFT
Voix obtenues	1969	570	795	375	1 172	
	1970	723	650	342	1 170	488
Pourcentage sur votants	1969	17.99	25.09	11.84	36.99	
	1970	20.45	18.38	9.67	33.09	13.80
Sièges obtenus	1969	2	3	1	5	
	1970	3	2	1	4	2

Responsable de la publication : M. Rodinson.

Composition : GRAPHIQUES-GAMBON - Tirage : ROTO-TECHNIC.